

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIE

PRIX : 70 centimes

N° 279. — 26 MARS 1966



(Photo Elie Kagan.)

## **IMPOSER LE CONTROLE DES NAISSANCES**

(pages 6 et 7)

## Aide au Vietnam

### PARIS : Manifestation du 25 mars

Aux Etats-Unis et dans de nombreux pays du monde, de grandes manifestations pour la paix au Vietnam se dérouleront fin mars.

Afin de donner le plus grand retentissement possible à cette protestation mondiale contre l'agression américaine au Vietnam plus de vingt organisations de la région parisienne ont décidé de s'associer à cette action internationale. Elles appellent à une grande démonstration de l'opinion publique auprès de l'ambassade des Etats-Unis : le vendredi 25 mars à partir de 18 h. 30.

Délégations massives de la population de la région parisienne à l'ambassade des Etats-Unis, place de la Concorde, qui déposeront motions et pétitions demandant la cessation immédiate des bombardements du territoire de la République démocratique du Vietnam, la fin de l'intervention américaine au Sud-Vietnam, et le respect des accords de Genève, la reconnaissance du Front national de Libération comme interlocuteur qualifié pour la négociation.

## Envoyez des médicaments

Après l'entrevue entre des délégations du P.S.U. et du Nord-Vietnam, le Parti a décidé d'aider concrètement le peuple vietnamien.

Le Front national de Libération a un urgent besoin de médicaments, mais les difficultés de transport et l'efficacité obligent à limiter ceux-ci aux :

— Antipludiens de synthèse Nivadaïne, Flavouquine ;

— Antibiotiques de concentration facile (Cycline, Tifomycine, Streptomycine) ;

— Anesthésiques injectables.

Le Parti appelle tous les militants des professions médicales, pharmaceutiques, et para-médicales à adresser ces dons à :

La Commission Santé du P.S.U.  
81, rue Mademoiselle - Paris.

### Naissance

Catherine Le Loch est heureuse de vous annoncer la naissance de sa petite sœur Nathalie le 13 mars 1966.

Nos plus vives félicitations et nos vœux bien cordiaux de bonne santé.

## TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint : GERARD CONSTANT

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Comité de rédaction :

Claude BOURDET, Manuel BRIDIER, Maurice COMBES, Richard DARTIGUES, Christian GUERCHÉ, Pierre MARCHI, Victor MASSON, Paul PARISOT, Pierre STIBBE, Robert VERDIER, Jean-Marie VINCENT.

### Administration :

54, bd Garibaldi  
Paris (XV\*)  
Tél. : SUP 19-20

### Rédaction :

81, r. Mademoiselle  
Paris (XV\*)  
Tél. : FON 22-60

### Publicité :

Geneviève Mesgulche  
6, Avenue du Maine  
Paris-14\* Tél. : LIT 19-39.

Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois ..... 18 F

1 an ..... 35 F

Soutien : à partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0.50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.

68-61, rue La Fayette  
Paris (9\*)

### Jazz-meeting

● Mardi 29 mars, à 20 h 30, à la Mutualité, jazz - meeting organisé par le Comité d'action du spectacle, et dont le bénéfice ira aux organisations américaines en lutte contre la guerre du Vietnam.

Participation des meilleurs jazzmen français et américains de Paris, de Colette Magny, de Claude Nougaro.

### Attention !

Ce numéro est le dernier qui sera envoyé aux militants qui n'ont pas encore renouvelé leur carte 66. A eux de se mettre en règle le plus rapidement possible.

## Quatre élections partielles

### ● Toulouse-Ouest

Il s'agissait de remplacer Eugène Montel, député S.F.I.O., décédé.

A gauche, Alexis Raymond (S.F.I.O.), maire de Colomiers, a obtenu 10.334 voix au premier tour ; Louis Malvy (P.C.), 4.948 voix, et Paul Broise (P.S.U.), ancien conseiller municipal de Toulouse, 1.102 voix, soit 5,42 %. Le P.S.U. maintient donc exactement son pourcentage de 1961.

Au second tour, Alexis Raymond, devenu candidat de la gauche, a été facilement élu par 16.821 voix contre 2.767 voix au candidat de la droite.

### ● Le Monétier-les-Bains (Hautes-Alpes)

Il s'agissait de remplacer Joseph Puy (P.C.), décédé. Au premier tour, Henri Buisson (droite) obtenait 438 v., contre 231 voix à Georges Kouyoumdjian (présenté par le P.S.U.), soit 23,2 %, 187 à Jean Casalola (M.R.P.) et 139 à Narcisse Peythieu (P.C.).

Au second tour, Georges Kouyoumdjian, devenu candidat de la gauche, a totalisé 383 voix, soit 36,27 %. Le maintien de Casalola, M.R.P., mais syndicaliste C.F.D.T., a donc amené le succès de la droite.

### ● Belfort-Ville

Au premier tour, le 20 mars, les résultats sont les suivants :

Inscrits : 40.273.

Exprimés : 14.751.

Michel Dreyfus-Schmidt (Fédération démocrate socialiste) 4.905 voix, soit 33,25 % ;

## LA FEDERATION DE LA MARNE EN DEUIL

Nous apprenons avec stupeur et beaucoup de peine la mort subite de notre camarade Jacques Terriez, à l'âge de 41 ans.

Jacques Terriez était l'un des militants les plus actifs et les plus écoutés de la Fédération de la Marne. Sa droiture, son courage et la qualité de son jugement avaient forcé l'estime même de ses adversaires politiques.

L'un des fondateurs de la Fédération du P.S.A., il avait été secrétaire fédéral adjoint et secrétaire de la section de Châlons du P.S.A., puis du P.S.U., et n'avait cessé d'occuper de lourdes fonctions, tant dans notre parti qu'au sein de la L.D.H. et de multiples autres organisations (Planning familial, Cercle laïque, etc.).

Ses obsèques civiles ont été célébrées à Châlons le vendredi 18 mars. De nombreux membres de la section et de la Fédération y accompagnaient le bureau fédéral, celui de la section de Châlons, et l'ancien secrétaire fédéral de la Marne, Henri Humblot, revenu dans la Marne à cette triste nouvelle.

Avec Jacques Terriez, le parti perd un de ses militants les plus purs, l'un de ceux qui lui faisaient le plus honneur.

Nous assurons Mme Terriez, ses deux fils Michel et Alain, de toute la part que nous prenons à leur grande peine.

## AVEC LE CONCOURS DE TOUS SES LECTEURS TRIBUNE SOCIALISTE SE MAINTIENDRA

En vendant des carnets de bons de soutien, voici les lots que vous ferez gagner à vos souscripteurs.

Voici la liste des lots :

- 1<sup>er</sup> lot: 1 voiture Renault R 4 L.
- 2<sup>e</sup> lot: 1 combiné stéréophonique.
- 3<sup>e</sup> lot: 1 réfrigérateur.
- 4<sup>e</sup> lot: 1 caméra avec étui.
- 5<sup>e</sup> lot: 1 électrophone.
- 6<sup>e</sup> lot: 1 bateau pneumatique.
- 7<sup>e</sup> lot: 1 magnétophone.
- 8<sup>e</sup> lot: 1 aspirateur.
- 9<sup>e</sup> lot: 1 poste transistor.
- 10<sup>e</sup> lot: 1 appareil photo avec étui.

soit au total 1.110 lots, représentant plus de 3 millions d'anciens francs.

Du 11<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> lot : 1 rasoir Remington ; du 21<sup>e</sup> au 30<sup>e</sup> lot : 1 coffret Kodak ; du 31<sup>e</sup> au 40<sup>e</sup> lot : 1 duvet ; du 41<sup>e</sup> au 50<sup>e</sup> lot : 1 matelas pneumatique ; du 51<sup>e</sup> au 60<sup>e</sup> lot : 1 lit de camp ; du 61<sup>e</sup> au 70<sup>e</sup> lot : 1 jeu de ping-pong ; du 71<sup>e</sup> lot : 1 livre d'art ; du 81<sup>e</sup> au 90<sup>e</sup> lot : 1 album de disques ; du 91<sup>e</sup> lot au 100<sup>e</sup> lot : 1 fer Ther-mor ; du 101<sup>e</sup> au 110<sup>e</sup> lot : 1 combiné Marinette ; du 111<sup>e</sup> au 1.110<sup>e</sup> lot : 1 disque 45 tours ou un livre.

## Les réunions du parti

### ● Congrès de la Fédération de l'Allier (20 mars 1966)

C'est à Saint-Pourçain, centre géographique du département, que s'est tenu le congrès fédéral annuel. Marc Heurgon représentait le secrétariat national. La veille, à Bellerive-sur-Allier, une réunion avait eu pour but de procéder à l'installation officielle de la section P.S.U. de Vichy ; celle-ci avait déjà joué un rôle important tant pour l'union de la gauche, lors des présidentielles, que pour le récent succès d'un meeting unitaire sur l'affaire Ben Barka.

Le Bureau fédéral a été réorganisé pour permettre à chaque section d'y être représentée :

Secrétaire fédéral : Jean Martoccia, 61, rue des Marais, Montluçon.

Secrétaires fédéraux adjoints : Maurice Loreau, école des Chambons, Bellerive-sur-Allier ; Claude Bebon, 39, rue d'Allier, Moulins.

Trésorier fédéral : Jacques Tournaire, lycée de garçons, Montluçon.

### ● Nanterre

Conférence-débat sur la réforme « Fouchet », jeudi 24 mars, à 20 h. 45, salle de la Coopérative, rue de la Mairie (face à la mairie), avec la participation de Gilles Ferry, assistant de psychologie à la Faculté des Lettres de Nanterre ;

Robert Chappuis, professeur de lettres au lycée mixte de Nanterre ;

Henri Longeot, ingénieur, professeur de construction mécanique.

### ● Au Centre d'études socialistes de Grenoble

« Les problèmes actuels du syndicalisme » seront étudiés avec le concours de Pierre Belleville au cours d'une journée d'études organisée le dimanche 27 mars, à partir de 9 h. 30, dans l'enceinte du Foyer d'éducation permanente de Crolles. Les inscriptions sont reçues au siège du C.E.S., 6, place Saint-Bruno, à Grenoble.

### ● Vénissieux (Rhône)

Vendredi 25 mars, à 20 h. 30, 41, rue Pierre-Stoppa, à Vénissieux, réunion d'information sur le P.S.U. avec la participation d'André Barthélemy, secrétaire de la Fédération du Rhône.

### HAUTE-SAVOIE : Week-end d'études

Les 26 et 27 mars, à la Maison familiale « La Porte Ouverte », à Sevrier (Annecy), se tiendra une réunion d'études sur le thème « Le contenu de l'alternative socialiste », avec la participation de G. Boulloud, syndicaliste C.G.T., C.M., P.S.U. de Grenoble ; A. Garnier, ancien syndicaliste C.F.D.T., membre du Comité d'étude des problèmes économiques de la Loire, membre du C.P.N. ; M. Heurgon, membre du secrétariat national du P.S.U. ; M. Hollard, secrétaire fédéral Isère, membre du C.P.N. ; G. Léotard, syndicaliste C.F.D.T., secrétaire fédéral Savoie, animateur du Groupe fédéral Savoie, animateur du Groupe d'action municipale de Chambéry (G.A.M.) ; P. Manneville, C.M. P.S.U. à Cran-Annecy, animateur de ciné-club.

(Pour se rendre au lieu de la réunion : prendre la route d'Albertville à partir d'Annecy, 150 m à droite après le passage à niveau).

Raymond Schmittlein (U.N.R.), 4.356 voix ;

Raymond Aubert (P.C.), 2.512 voix ;

Pierre Guichard (M.R.P.), 2.106 ;

Pierre Droz (P.S.U.), 872 voix, soit 5,91 %.

Quelques précisions doivent être apportées à ces chiffres. Michel Dreyfus-Schmidt, ancien membre du P.S.U., avait quitté le parti il y a un an, lorsque, contrairement aux décisions du P.S.U., il avait patronné une coalition municipale étendue au M.R.P. et à des dissidents gaullistes ; la plus grande partie des militants de l'ancienne Fédération radicale de Belfort, venus au P.S.U. avec Pierre Dreyfus-Schmidt, l'avaient alors suivi et en particulier tous les conseillers municipaux de Belfort. Après cette scission, une Fédération P.S.U. de Belfort fut lentement reconstituée ; elle décida, en plein accord avec le Bureau national, qu'elle ne pouvait être absente de la présente bataille, malgré les risques que faisait courir à son candidat la présence sur les rangs du fils de Pierre Dreyfus-Schmidt, dont le souvenir reste vivace parmi tous les Belfortains et qui bénéficiait, en outre, du soutien de la municipalité et de l'appui personnel de François Mitterrand, venu spécialement défendre sa candidature à Belfort. De ce côté, les résultats obtenus par notre camarade Pierre Droz sont honorables ; encore faut-il ajouter qu'à Bavilliers, municipalité P.S.U., notre candidat obtient 16 % et qu'il atteint 15 % dans le Vieux-Belfort.

Pour le second tour, il s'agit avant tout de battre Schmittlein, candidat de l'U.N.R. En proposant à Michel Dreyfus-Schmidt de se désister pour lui, le P.S.U. et le P.C. ont obtenu qu'il se présente comme candidat de toute la gauche et qu'il accepte, s'il est élu, de tenir les autres partis de gauche au courant de son action au Conseil général.

### ● Annemasse (Hte-Savoie)

Dans un canton où le succès de la droite au second tour paraît assuré, le P.C. obtient 1.336 voix au premier tour et notre camarade Pierre Mounthou (P.S.U.), 391 voix, soit 5,10 %.

### Paris : Excellent démarrage du C.E.S. de la Faculté de Droit

Deux cent cinquante personnes ont participé à la conférence de lancement du C.E.S., qui a donné lieu à un débat animé entre les professeurs Bartoli et Brochier, N. Poulantzas, G. Sud et nos camarades P. Marchi, E. Maire et G. Servet.

En une semaine, le Cercle a déjà recueilli 150 adhésions, ce qui prouve, d'une part, qu'il correspond à un besoin réel et, d'autre part, qu'il est promis à un avenir intéressant.

Le Cercle tiendra son premier stage les 25 et 26 mars, au Relais international de la Jeunesse de Polisy ; au cours de la première journée seront abordés les problèmes d'organisation interne et des futures activités ; la seconde journée sera consacrée à l'étude des problèmes de l'internationalisme socialiste, avec la participation d'Annie Kriegel.

# LES ATLANTIQUES SE RETROUVENT

Quand, en 1962, le général de Gaulle décida de faire la paix en Algérie, personne ne pensa qu'il éprouvait un quelconque sentiment de compassion à l'égard des « pieds-noirs » trompés par lui, ou qu'il était subitement rallié au droit du peuple algérien à disposer de lui-même. Tout le monde comprit fort bien qu'il soldait ainsi les échecs de sa propre politique : celle de l'intégration et de la reconquête militaire, puis celle de la recherche d'une troisième voie visant à casser le F.L.N., notamment lors des conversations hautaines de Melun. Mais la gauche approuva dans son ensemble une solution qu'elle réclamait depuis des années et qu'elle n'avait pas été capable d'imposer elle-même. Ce faisant, elle ne se rallia nullement au gaullisme ; au contraire, l'année 1962 vit la S.F.I.O. et le parti radical, une fois l'affaire algérienne réglée, rallier les rangs de l'opposition au régime.

Quand, en 1965, le général de Gaulle décida de chasser les militaires américains des bases qu'ils occupent encore en France, personne ne crut qu'il était subitement acquis à une politique de désarmement ou qu'il visait à accélérer la détente internationale. Tout le monde comprit que de Gaulle soldait une fois encore les échecs de sa politique antérieure : celle qui consistait à obtenir de l'intérieur un aménagement de l'Alliance atlantique plus conforme à ses ambitions, celle qui visait à utiliser la force de frappe française comme un moyen de pression interne que personne n'a pris au sérieux, celle qui consistait à menacer de rompre le Marché commun alors qu'il a dû revenir à Bruxelles sans avoir obtenu de satisfaction substantielle. Mais toutes ces raisons ne changent rien à l'essentiel qui reste qu'en mettant en cause les bases du soutien logistique des forces U.S. en Europe, en créant un fait accompli dont l'effet psychologique et la valeur d'exemple ne peuvent être qu'importants, de Gaulle porte à l'O.T.A.N. et à la puissance américaine un coup redoutable.

Le P.S.U., quant à lui, constate que depuis des années l'agression américaine au Vietnam menace la paix mondiale, qu'en Amérique Latine, en Afrique Noire ou au Moyen-Orient, comme dans tous les pays du Tiers Monde, l'impérialisme américain constitue l'obstacle essentiel à toute politique de progrès, qu'une véritable politique d'indépendance et de paix postule non seulement des accords de coexistence entre les deux blocs, mais surtout l'affaiblissement puis la disparition de l'un et de l'autre au profit des non-engagés, qu'en Europe occidentale la mainmise économique des Etats-Unis reste le verrou principal qu'il faut faire sauter pour avoir un espoir raisonnable de faire évoluer les structures dans un sens socialiste. Dans ces conditions, nous n'avons aucune gêne, nous dont l'attitude par rapport au gaullisme n'a jamais varié depuis 1958, à dire que nous approu-

vons les récentes décisions du général de Gaulle et le problème est pour nous de leur donner les prolongements qu'elles impliquent. En un mot, la gauche française ne doit pas se situer en-deçà de de Gaulle mais au-delà.

Telle n'est pas malheureusement en France l'attitude du Parti atlantique. Judgeons sur pièces à partir d'une position récente. C'était mardi dernier, sous les lustres dorés du Sénat, dans ce temple de

par Marc HEURGON

l'opposition qui combat le régime avec une efficacité voisine de celle qu'avait l'Académie française sous le Second Empire. La Commission des Affaires étrangères et de la Défense nationale siégeait sous la présidence de l'indépendant Pierre de Chevigny, mais sous la vigilance de Jean Lecanuet. Outre des généraux, Béthouard et Ganeval, on trouvait là le radical Berthoin et, pour la S.F.I.O., le vieux Marius Moutet dont personne n'a oublié le rôle au début de la première guerre d'Indochine et le sénateur Bène. L'U.N.R. Soufflet avait vidé les lieux ; le sénateur communiste Raymond Guyot se trouvait particulièrement isolé. Bref, les conditions étaient réunies pour une revanche des atlantiques et la commission vota un texte qui exprime « les plus expresses réserves sur la forme et le fond d'une décision qui est de nature à compromettre la sécurité du pays, l'unité de l'Europe et la consolidation de la paix ». Le lendemain même, le bureau national de la S.F.I.O. et celui du parti radical, afin que personne ne puisse croire que leurs sénateurs avaient agi à titre personnel, publiaient chacun un communiqué reprenant à peu près les mêmes termes et volant au secours des G.I.s expulsés.

Ainsi, on se serait cru revenus de dix ans en arrière, à l'époque de la fameuse C.E.D. lorsque les voix du M.R.P., de la S.F.I.O., des indépendants et des radicaux, excluant à droite les gaullistes et à gauche le P.C., tentaient de faire cautionner une organisation militaire de l'Europe, bénie des Américains.

Les conséquences d'une telle collusion, qu'on n'ose pas croire accidentelle, sont graves :

1°) Il ne s'agit même plus d'une extension de la gauche à quelques alliés centristes, mais bien d'un alignement des deux principales composantes de la Fédération démocrate et socialiste sur les positions de Lecanuet. Cet alignement n'est au reste pas spécifiquement français ; il recouvre dans toute l'Europe celui de la social-démocratie sur les positions de la démocratie chrétienne : c'est la politique de Paul-Henri Spaak

en Belgique, de Willy Brandt en Allemagne, de Pietro Nenni en Italie. Ce choix, qui implique une attitude de vassalité à l'égard du tuteur américain, porte en germe la rupture de toute coalition de gauche dans ces pays et notamment en France.

Mais nous pensons qu'il s'agit d'une position qu'il sera de plus en plus difficile de tenir. Un certain nombre de membres de la Fédération en sont conscients. L'expérience de la campagne présidentielle a montré qu'on ne pouvait pas se battre contre de Gaulle sur les vieilles positions atlantiques. François Mitterrand a semblé, dans son discours de Lyon, tenir compte de ce courant ; nous attendons maintenant qu'il réponde clairement à la troisième question que lui a posée Edouard Depreux : « Quelle position entendez-vous adopter à l'égard du problème de l'hégémonie américaine ? »

2°) Le parti communiste, par la voix de Raymond Guyot, a fait nettement savoir qu'il ne pouvait s'associer à un tel vote parce qu'il était contre la permanence des bases américaines en France. Cela dit, il est bien évident que tant que le parti communiste français ne prendra pas vis-à-vis du Pacte de Varsovie une attitude claire allant dans le même sens, sa critique des positions atlantiques restera suspecte. Surtout le parti communiste constate combien il a eu tort, lors des discussions sur le programme commun, de mésestimer l'importance des choix de politique étrangère. A l'en croire, les positions différentes du P.C. et de la S.F.I.O. sur le Pacte atlantique n'étaient pas un obstacle à l'union de la gauche ; la preuve vient d'être donnée du contraire. Nous savons aujourd'hui que si, demain, de Gaulle organisait un référendum sur l'appartenance de la France à l'O.T.A.N., communistes et socialistes voteraient différemment. La démonstration est faite qu'au lieu de « faire passer le problème sous la table » il fallait — et il est encore temps — l'aborder de front pour trouver une solution qui permette de surmonter le désaccord. Comment croire que celui-ci puisse l'être par une autre voie que celle qui conduirait la gauche à prôner un désengagement à l'égard des blocs militaires, c'est-à-dire pour nous qui sommes en France, d'abord le Pacte atlantique ?

3°) Il y a enfin à nos yeux un problème essentiel : c'est celui du visage que donne la gauche française à l'étranger. Le Parti atlantique brandit sans cesse la menace de l'isolement ; nous devons lui répondre nettement et lui dire que nous nous moquons de la désapprobation de MM. Luns, Schroeder et Saragat. Nous sommes au contraire attentifs aux approbations qui, de Belgrade à Alger, de La Havane à Bamako ou de Varsovie à Colombo, vont à la politique extérieure du général de Gaulle parce que la gauche française continue de donner d'elle-même le visage caricatural que vient une fois de plus d'en tracer le Sénat.

## Lettre du P.S.U. au Parti Communiste

Cher camarade,

Nous avons bien reçu votre envoi du 8 mars 1966 qui comprenait le communiqué de votre Bureau politique adopté le 17 février et la lettre que vous avez vous-même adressée le 7 mars à la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste.

Nous vous avisons, de notre côté, fait connaître, en date du 19 janvier, que nous étions prêts à ouvrir une discussion avec vous et les autres organisations de gauche en vue

d'aboutir à l'établissement d'un programme commun.

Nous précisons quelle était la position du P.S.U. sur un certain nombre de problèmes qui, selon nous, devraient être abordés dans cette discussion. A ce jour, nous n'avons pas reçu de réponse à notre lettre.

Nous continuons cependant à croire que la discussion devrait s'engager sans tarder entre les organisations de gauche qui en acceptent le principe. Dans cet esprit, nous pensons qu'une

rencontre entre les dirigeants de nos deux partis pourrait permettre de préciser nos positions respectives sur les problèmes soulevés par la préparation des prochaines batailles politiques.

Nous suggérons que nos deux secrétariats prennent contact pour fixer

la date de cette rencontre, qui pourrait avoir lieu au début de la semaine prochaine.

Je vous prie, cher camarade, de croire à mes sentiments socialistes.

Edouard DEPREUX,  
secrétaire national du P.S.U.

NOTE DU SECRETARIAT NATIONAL : Le contact a effectivement été pris entre les secrétariats du P.C.F. et du P.S.U. L'accord s'est fait sur la nécessité d'une rencontre prochaine dont la date exacte sera fixée dès le retour de la délégation du P.C. du XXIII<sup>e</sup> congrès des Partis communiste, à Moscou, l

## SYNDICATS

## Les luttes continuent

Sur le plan économique et social, les jours qui viennent de s'écouler ont été marqués par deux faits : la décision du gouvernement de revaloriser de façon substantielle les prix de certains produits agricoles et par les grèves lancées par les syndicats ouvriers dans le secteur public et dans le secteur privé.

En ce qui concerne le prix de la viande de bœuf et celui du lait, le gouvernement satisfait au moins en partie les revendications des agriculteurs parce qu'il s'agit pour lui de récupérer une certaine clientèle électorale.

Les dirigeants de la F.N.S.E.A. ont d'ailleurs souligné le caractère « positif » des mesures qui viennent d'être prises et M. de Caffarelli a rendu hommage à l'action d'Edgar Faure.

Le prix du lait qui, on s'en souvient, avait motivé une grève des livraisons en 1964 est relevé plus que le prix de la viande de bœuf, malgré la relative pénurie de celle-ci, mais le gouvernement considère qu'il favorise, dans les deux cas, le développement des productions animales.

On ne saurait en déduire pour autant que les autres prix agricoles seront relevés de plus de 5 p. 100.

Cinq pour cent, c'est l'augmentation maximum de la masse salariale prévue en 1966 dans les entreprises publiques. En fait, ainsi que nous l'avons remarqué, la majorité des agents du secteur nationalisé ne verra guère ses salaires augmenter de plus de 4 p. 100. Aussi, à la S.N.C.F. et à l'E.G.F., les syndicats se désintéressent-ils de la répartition de la masse salariale telle qu'elle est prévue par la procédure Tontée après discussion avec la direction de chaque entreprise.

Le conflit avec le gouvernement a éclaté dès la deuxième phase de la réunion des commissions Grégoire.

Les cheminots ont été les premiers à passer à l'action avec une grève étalée sur quarante heures les 17 et 18 mars. Sans être un échec, cette grève a été diversement suivie selon les régions et les services.

Une action de harcèlement de longue haleine, consistant en une série de débrayages limités dans le temps, paraît donc difficile à réaliser. On assiste actuellement à un repli sur les mouvements catégoriels avec la nouvelle grève des agents de conduite prévue pour les 25 et 26 mars, à l'ap-

pel de la C.G.T. et de la C.F.D.T. (les conducteurs autonomes, qui ne participaient pas à la grève des 17 et 18 mars ayant, cette fois, donné leur accord).

Dans les houillères, la grève du 19 mars a été suivie par la majorité du personnel, mais a dû être annulée en Lorraine.

À l'E.D.F., la grève du 23 mars ne devrait avoir que des effets limités, la C.G.C. n'y participant pas et le gouvernement imposant l'alimentation de certains services (bien que les syndicats se soient engagés, de toute façon, à assurer la sécurité).

À la R.A.T.P., les syndicats n'ont pu se mettre d'accord pour un nouveau mouvement.

Sans doute, une seconde vague de manifestations aura lieu le 29 mars chez les fonctionnaires et agents des services publics, y compris les P.T.T., à l'appel de tous les syndicats, mais, à l'heure où nous écrivons, l'ampleur des débrayages prévus n'est pas connue.

La question qui se pose est de savoir si, face à l'intransigeance gouvernementale, les mouvements lancés dans le secteur public sont susceptibles de plus vastes développements dans les semaines à venir.

Par contre, dans le secteur privé, on a enregistré un premier recul du patronat lorsque Eugène Descamps et Benoît Frachon ont été admis au siège du C.N.P.F. L'unité d'action des deux centrales ne permet plus à la direction patronale d'ignorer la C.G.T. avec laquelle, d'ailleurs, les adhérents du C.N.P.F. traitent au niveau des entreprises et des branches professionnelles.

Il reste que, comme l'a déclaré Descamps, « la porte entrouverte le 15 mars ne doit plus se refermer, mais s'ouvrir », ajoutant que cela était vrai aussi pour les chambres et organismes patronaux de professions et de régions.

Le président du C.N.P.F. y est allé fort en répondant aux syndicats que leurs demandes concernant les garanties de salaires, la réduction de la durée du travail et l'extension des droits syndicaux étaient « contraires au progrès social »...

Il est vrai que le patronat invoque la concurrence internationale et se sent soutenu par le gouvernement. D'autres luttes seront nécessaires pour le faire céder.

représentants des syndicats franquistes dans la délégation espagnole, ce qui rendait, de ce fait, impossible toute participation des syndicats ouvriers délégués par l'intermédiaire de la C.I.S.L. et de la C.I.S.C.

## Une préparation détaillée

Il faut noter, en effet, un aspect original de la préparation, puis du déroulement de cette conférence dont nous noterons les aspects positifs et, plus loin, les côtés plutôt négatifs. Au départ, les délégués se proposaient de traiter du stade de développement atteint, dans l'industrie comme dans l'administration, des diverses formes de progrès technique et plus spécialement de l'automatisme (ou automatisation, l'unanimité ne s'étant pas encore faite sur l'un ou l'autre terme). Les sujets d'intervention avaient été choisis plusieurs mois à l'avance et les textes préparés aussi soigneusement par leurs auteurs, de plus des réunions ont eu lieu à Paris, au siège de l'O.C.D.E., pour que les différents rapports soient étudiés à l'avance par deux rapporteurs (« discussants »), pris dans des délégations différentes, et qui avaient pour rôle, une fois le texte lu par son auteur en séance plénière à Zurich, de le « décortiquer » le mieux possible et sous tous les aspects, laissant seulement ensuite la place à la discussion générale. La cadence fut rapide puisque, en quatre jours, les délégués discutèrent de cette façon plus de vingt exposés dont certains très détaillés quant aux précisions chiffrées. Par ailleurs, à la fin de chaque rapport,

les orateurs avaient droit de réponse, ce qui pouvait encore accroître la précision et la richesse de la discussion. Celle-ci eût été évidemment encore plus positive sur les aboutissants de la conférence si celle-ci avait été réellement tripartite comme prévu.

## L'homme et la machine

C'est en fin de compte le rapport de l'homme et de la machine qui est en cause dans le développement de l'automatisme dans la société d'aujourd'hui, de quelque façon qu'on le dise : technique, politique, ou un mélange subtil des deux ; André Philip qui présenta le rapport introductif de la conférence, devait, après un exposé complet des transformations fondamentales subies par l'automatisme, esquisser le chemin d'une politique économique stable dans l'optique d'une Europe unie : les vrais problèmes n'étaient pas encore abordés. Ils le furent par la suite ; les différents délégués s'attachant à particulariser les débats, en fonction de leurs domaines spécifiques.

La délégation française fut importante et ses exposés bien accueillis dans leurs multiples sujets : M. Leboucq, président de la firme Diebold, cita ces chiffres qui peuvent être pris comme référence à la base de toute étude sérieuse sur l'automatisme :



Les machines : une amélioration des conditions de travail de l'homme.

300 calculateurs en service en Europe en 1959, 12.100 prévus en 1971, sur lesquels il faut compter environ 20 % pour usage scientifique et 80 % pour la gestion ; ces chiffres montrent, si besoin était, les problèmes multiples que pose l'automatisme, mais dont deux nous paraissent essentiels : la reconversion et l'élevation des responsabilités du travailleur mis en présence de la machine ; dans ce domaine, l'intervention de M. Didier Limon, de la direction centrale du personnel et des relations sociales de la R.N.U.R., nous paraît déterminante. Elle traita, en effet, des incidences du progrès technique sur le contenu des tâches des O.S. de production sur machines. Ceci ne doit pas, à notre avis, être dissocié d'un exposé que M. Limon fit, l'an dernier, à Oberhausen (Ruhr), sur les répercussions du progrès technique sur le niveau de qualification des ouvriers professionnels de l'automobile : de ces deux exposés portant sur un effectif nombreux d'ouvriers « spécialisés » et « professionnels » de chez Renault, il ressort que si, à la lumière d'un exemple pris chez les modéleurs de bois, la reconversion est un problème financier, donc politique, puisqu'il s'agit pour l'entreprise d'investir à perte pendant un certain laps de temps pour former le travailleur à une technique nouvelle, en revanche les problèmes posés par l'apport d'ordinateurs ou toutes autres machines électroniques sont beaucoup plus complexes : tant sociologiques que psychologiques qui tiennent pour l'essentiel à la monotonie du travail, à la réadaptation nécessaire.

M. Jacques Urvoy (de la Compagnie Française d'Organisation) devait préciser, à titre d'exemple, que dans le cas d'une conversion non encore achevée des mécanographes en traiteurs automatiques d'information : « les nouveaux postes qui se rapprochent le plus des profils antérieurs sont ceux d'opérateurs sur pupitres. Mais leur nombre est très réduit : deux au plus pour un ordinateur moyen remplaçant quatre équipements classiques, soit une vingtaine d'opérateurs. »

Elle fut, en fait, bien difficile à connaître puisque, ainsi que nous l'avons vu plus haut, leurs représentants n'étaient pas présents dans la salle de conférence : auraient-ils écouté sans réagir cette phrase, pour le moins équivoque, de M. Douglas Seymour relative aux facteurs psychologiques et moraux en jeu dans un changement d'emploi : « Obtenir

la coopération des travailleurs, les faire participer, rechercher leur réaction collective, à qui relèvera le mieux le défi que constitue l'annonce de changement, on aura plus de chances de réussir par cette méthode qu'en se bornant à ordonner le changement. » Ainsi derrière un point de vue paternaliste, rien n'est remis en vue paternelle et tout laisse à penser que pour M. Seymour l'apartenance de l'automatisme ne fera, somme toute, que faciliter très partiellement la tâche de l'ouvrier ou de l'agent technique. Pourtant, l'automatisme c'est aussi une modification radicale dans le traitement de l'information, c'est de nouvelles responsabilités que l'homme peut prendre dans son propre domaine. En France, le gouvernement se préoccupe-t-il vraiment de cette transformation capitale de notre époque ? Le technocrate Georges Elgozy, qui faisait d'ailleurs partie de la délégation française à Zurich, notait le 12 mars 1965, dans la « Vie Française » :

« Dans « Réflexions pour 1985 », le groupe de travail institué par le Premier ministre pour éclairer les orientations générales du V<sup>e</sup> Plan estime que peut-être la plus grande aventure des vingt prochaines années sera due aux progrès de l'information et de l'automatisme. Une telle mutation doit être prévue à l'avance et avec le plus

grand soin si l'on veut, d'une part, en tirer le meilleur parti, d'autre part, prévenir les troubles qui pourraient résulter d'une mauvaise préparation. » Il suffit de regarder la situation française pour s'apercevoir que les troubles dont parle le groupe de travail de M. Pompidou existent déjà : la construction navale pose en elle-même aujourd'hui les problèmes de reconversion qu'amène inévitablement l'automatisme et c'est pour ne l'avoir pas suffisamment prévu que le gouvernement a laissé s'opérer douze mille licenciements en l'espace de cinq ans dans le Var. Plus près de la capitale et exemple plus spectaculaire, qui montre que les travailleurs font d'une amélioration « technique » de leur travail une de leurs revendications fondamentales, l'affaire du cargo *Ville-de-Lyon* illustre cette idée : les progrès de l'automatisme à bord du *Ville-de-Lyon* imposent les « 3 x 8 » et suppriment les heures supplémentaires ; par ailleurs, il réduit le personnel navigant de façon conséquente, et fait supporter aux salariés les conséquences de l'automatisme.

## Les absences de conclusion

Ainsi, toute bonne méthode comporte ses inconvénients : aux avantages de préparer dans le détail la conférence de Zurich en y admettant une controverse détaillée sur chaque sujet, on peut objecter le manque de conclusions, nous allions dire positives, mais ce mot est superflu : en fait, aux exposés ont succédé les exposés des différents horizons européens, qui tous, en ce domaine, ont apporté leur idée sur la question : pourtant sur la question fondamentale de l'adaptation de nouvelles formes de travail, de l'économie, de l'information pour les travailleurs, but avoué de la conférence, les conclusions n'ont pas été tirées : que cela soit long puisque c'est un peu une nouvelle façon de travailler, donc de vivre, qui apparaît aujourd'hui, on le conçoit. On comprend aussi que les syndicats dans leur ensemble, même si eux-mêmes n'ont pas de solution globale « encore à proposer » restent sur leur faim. Les représentants des dix-huit pays présents à Zurich n'ont apporté que des bribes de solution. Pour l'instant, le capitalisme piétine, mais les travailleurs ne voient pas qu'il apporte, dans ce domaine, des modifications fondamentales à leur situation.

Paul Sauzet.

## AUTOMATION

## Le développement technique : conflit ou progrès

En février, s'est déroulée à Zurich la première conférence européenne sur les implications pour la main-d'œuvre de l'automatisme et du progrès technique. Elle avait été précédée, en septembre 1964, d'une conférence identique organisée par les Etats américains à Washington. Comme celle de Washington, la conférence de Zurich était organisée par l'O.C.D.E. (Organisation de Coopération et de Développement Economique) et plus précisément par sa direction de la main-d'œuvre et des affaires sociales. En fait, réunie par le président de cette direction, M. Barning, la conférence n'était pas seulement européenne : des délégations de dix-huit pays, dont le Japon, le Canada, les Etats-Unis y participaient. Parmi les quinze autres, il faut noter la présence de représentants des principaux pays européens de l'Ouest : Allemagne fédérale, France, Grèce, pays du Marché commun, Suède, Turquie, etc. Mais, faut-il s'en étonner, aucun pays de l'Est.

## Au départ

## une conférence tripartite...

En effet, il était initialement prévu que la conférence de l'O.C.D.E., dans sa définition, devait comprendre des représentants des gouvernements, des firmes privées et des syndicats. Pourtant, et c'est fort regrettable pour le déroulement et les conclusions de la réunion de Zurich, les syndicats furent absents de cette confrontation. En effet, ils furent avisés au dernier moment de la présence de

## LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

## Pour un programme commun de la gauche

Le Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est tenu à Paris les 19 et 20 mars.

Il a été marqué notamment par un rapport de notre camarade Andrée-Pierre Viénot sur le programme commun de la Gauche nécessaire pour affronter les élections législatives de 1967.

Après avoir souligné que la Ligue avait « la vocation et le devoir d'appeler la Gauche à l'union », l'oratrice a indiqué que ce programme commun ne devait pas être « un simple catalogue destiné à faire plaisir à tout le monde », mais un programme de gouvernement valable pour une législature.

## Accords et désaccords dans la Gauche

A. Viénot s'est livrée ensuite à une confrontation très objective des programmes des différents partis de gauche.

Elle a montré, en particulier, qu'un accord existait pour procéder à certaines réformes institutionnelles : suppression de l'article 16 de la Constitution consacrant le pouvoir personnel, de l'article 11 sur le référendum, rétablissement des libertés communales, démocratisation de l'O.R.T.F., reconnaissance de la section syndicale d'entreprise et extension des droits syndicaux.

En ce qui concerne la politique extérieure, un accord existe pour le renoncement à la force de frappe nationale et la signature des accords de Moscou, pour le principe de l'aide au Tiers Monde.

Sur le plan économique et social, les partis de gauche s'entendent pour réclamer notamment un effort plus important en faveur de la construction de logements sociaux et la municipalisation des terrains à bâtir. Par ailleurs, il y a unanimité sur la priorité à accorder à l'enseignement, sur la nécessité de sa démocratisation, sur la laïcité.

Cependant le rapporteur n'a pas caché que des divergences subsistaient entre les partis et à l'intérieur même des partis sur l'opportunité de remettre en cause la Constitution actuelle, sur le maintien d'un régime présidentiel ou le retour à un régime parlementaire, le gouvernement de législature semblant recueillir l'approbation de la majorité.

Ces désaccords ne devraient pas être toutefois insurmontables si l'on considère qu'il y a unanimité contre le pouvoir personnel et pour la stabilité gouvernementale.

Plus difficiles sont sans doute les problèmes de politique étrangère : le P.C.F. et le P.S.U. se prononçant pour le désengagement, alors que la Fédération démocrate et socialiste proclame son attachement à l'Alliance atlantique dont elle admet pourtant la réforme. Il est vrai que la situation aura sans doute évolué sur ce point d'ici 1967.

Il n'y a pas identité de vues non plus sur la question de l'Europe : la Fédération est favorable à l'institution le plus rapidement possible d'une autorité politique européenne, tandis que le P.C.F. — s'il admet l'existence du Marché commun comme un fait — demeure attaché à « l'indépendance nationale ». Une autre difficulté réside dans les projets de force de frappe européenne et multilatérale qui comptent des partisans dans les rangs de la Fédération démocratique et socialiste.

Andrée Viénot souhaite que la Gauche se mette d'accord contre le réarmement atomique de l'Allemagne et contre la politique américaine au Vietnam.

Le rapporteur a souligné par ailleurs l'insuffisance des programmes sur le plan économique et financier, les moyens proposés à la mise en œuvre des réformes n'étant pas toujours précisés.

L'arrivée au pouvoir de la Gauche devrait entraîner la modification du V<sup>e</sup> Plan à partir des éléments de contre-plan déjà proposés.

Il conviendrait également que soit arrêtée la liste des monopoles à nationaliser, un accord paraissant acquis pour la nationalisation des banques d'affaires.

D'autre part, les problèmes financiers devraient faire l'objet d'études

approfondies, aussi bien en ce qui concerne la réforme de la fiscalité ayant pour objet de soulager les contribuables les plus pauvres qu'au sujet du « mur d'argent » susceptible de s'opposer à un gouvernement de gauche et dont il faudrait à la fois définir la nature et les techniques propres à l'abattre.

En terminant, Andrée Viénot a souligné « la profonde décadence de la Gauche » qu'elle impute à l'entrée tardive des femmes dans la vie politique et aux divisions des forces de gauche. Regrettant que l'exigence d'un programme commun ne soit pas encore reconnue par tous, le rap-



(Photo Agip.)

Daniel Mayer : une exigence, le programme

porteur conclut en citant un théoricien socialiste : « L'improvisation est nécessaire lorsque l'actualité se fait imprévisible. »

La discussion qui suivit montra que des divergences d'appréciation existaient entre les Ligueurs sur les chances d'une union de la Gauche, particulièrement à la suite des initiatives de François Mitterrand.

## Pour une union

## qui ne soit pas circonstancielle

Dans un discours très chaleureux et très spirituel le président Daniel Mayer a déploré « la spécialisation des défenseurs des Droits de l'Homme » qui fait par exemple que « ceux qui s'intéressent beaucoup au sort de Ben Bella ne s'intéressaient pas au sort de ceux qu'emprisonnait Ben Bella ».

Traitant de l'affaire Ben Barka, Daniel Mayer a souligné la responsabilité de de Gaulle en raison de la confusion des pouvoirs établie sur son nom et le fait que Frey et Pompidou n'avaient pas été jugés dignes de la confiance du chef de l'Etat pour accomplir la réforme des polices. S'élevant contre la clôture de l'instruction, y compris en ce qui concerne la disparition de Figon, le président de la Ligue a pris la défense du juge Fuster (alias Casamayor) injustement frappé.

Il s'est élevé également contre le renvoi d'Europe n° 1 du journaliste Georges Filloud, coupable seulement d'avoir usé de ses droits de citoyen en dehors de son activité professionnelle.

Daniel Mayer a indiqué que si les Républiques précédentes avaient pu porter atteinte aux droits de l'homme, la V<sup>e</sup> avait « codifié l'arbitraire ».

Rappelant l'action de la Ligue au cours de la campagne présidentielle, le président a déclaré que celle-ci avait eu satisfaction sur l'unicité de candidature, mais non sur le pro-



(Photo A.D.P.)

gramme, encore qu'on ait abouti à certains éléments de programme. Il a parlé de « la joie des retrouvailles » entre les partis de gauche et de la réintégration du Parti communiste dans la vie politique française.

Cependant Daniel Mayer a reproché au candidat unique de la Gauche de ne pas avoir récusé les voix de l'extrême-droite au second tour et a déploré « la retombée de l'enthousiasme » avec l'élection partielle de Libourne.

La dispersion des candidatures de la gauche risque malheureusement de se retrouver aux prochaines législatives et l'on ne peut considérer comme un progrès, après la campagne présidentielle, la recherche d'un accord au second tour qui se traduirait simplement par des désistements. Ceux-ci seront d'ailleurs rendus plus difficiles après qu'on aura mis l'accent au premier tour « sur ce qui divise », la gauche non communiste étant tentée de faire appel aux voix de droite pour faire le poids en face des candidats du P.C.

A propos de la Fédération démocrate et socialiste qui prétend réaliser la fusion entre socialistes et radicaux sans débats préalables approfondis, l'orateur se réjouit de cette démarche « au nom de l'unité », mais s'en inquiète « au nom de la clarté ».

Ironisant sur la prétendue « vocation majoritaire » de tous les regroupements en cours, le président de la Ligue déclare : « Soyez majoritaires, clubs et partis, mais dites-nous sur quoi vous l'êtes. »

En ce qui concerne les propositions faites à Lyon par François Mitterrand, Daniel Mayer reproche à ce dernier d'avoir, comme en 1965, « mis la charrue avant les bœufs », mais il ajoute : « Cela est curable et nous allons y aider. » Partisan du « shadow cabinet », l'orateur comprend mal

qu'on le mette sur pied avant qu'intervienne un accord de l'ensemble de la gauche sur un programme commun. On va alors, dit-il, vers une « shadow crise ».

Indiquant que le rapport d'Andrée Viénot est une base de travail à offrir aux organisations en cause, le président de la Ligue estime qu'il existe encore un hiatus entre le désir d'unité des militants et les préoccupations des états-majors.

Seule la mise au point d'un programme commun peut permettre de dégager les contours de la majorité qui sera constituée par ceux qui s'y rallieront et sans qu'il soit besoin de provoquer « la création de clubs artificiels ».

L'orateur résume, enfin, « les aspects positifs » d'un éventuel départ de la France de l'O.T.A.N. et critique surtout la façon dont de Gaulle décide personnellement de la politique étrangère.

Le Congrès a entendu d'autre part un remarquable rapport de Mme Madeleine Reberieux, professeur d'Histoire à la Sorbonne, membre du Parti communiste : « Pour un Etat démocratique moderne : la place des jeunes dans la cité. »

Le Congrès a adopté notamment une résolution préconisant un programme commun des partis de gauche « sans lequel leur union serait purement circonstancielle et vouée à l'échec. »

A la suite d'appels lancés par Daniel Mayer et Pierre Cot, le Congrès a adopté une résolution sur la jeunesse qui comporte le droit de vote à dix-huit ans.

A noter l'entrée au Comité central de la Ligue de Jean-Jacques De Felice, secrétaire du Comité de lutte contre l'Apartheid, ainsi que de nos camarades Ady Brille et Pierre Stibbe.

## SOLIDARITÉ

## Empêcher l'extradition de Francisco Abarca

Au cours de l'année 1963, le Conseil ibérique de Libération ordonnait une série d'actes dits de terrorisme, à accomplir sur divers aéroports d'Europe, notamment à Genève, à Francfort et à Londres, où faisaient escale des avions de ligne espagnols.

Il s'agissait de déposer, sur ces aéroports, des valises chargées d'explosifs. Dès lors, le colis était abandonné sur le terrain où il prenait feu. Il s'agissait d'actes symboliques destinés à freiner le tourisme vers l'Espagne.

Une des valises en question explosa sur l'aéroport de Genève et la police suisse accusa l'Espagnol Francisco Abarca, âgé de 25 ans, d'être l'auteur de cet attentat.

Abarca résidait en France comme réfugié politique depuis de nombreuses années. Il se réfugia en Belgique où il fut arrêté.

Le gouvernement belge, saisi d'une demande d'extradition par les autorités helvétiques, refusa d'extrader Abarca qui nie d'ailleurs toute participation à l'attentat dont on l'accuse.

Il y a quelques jours, Abarca fut arrêté au moment où il se préparait

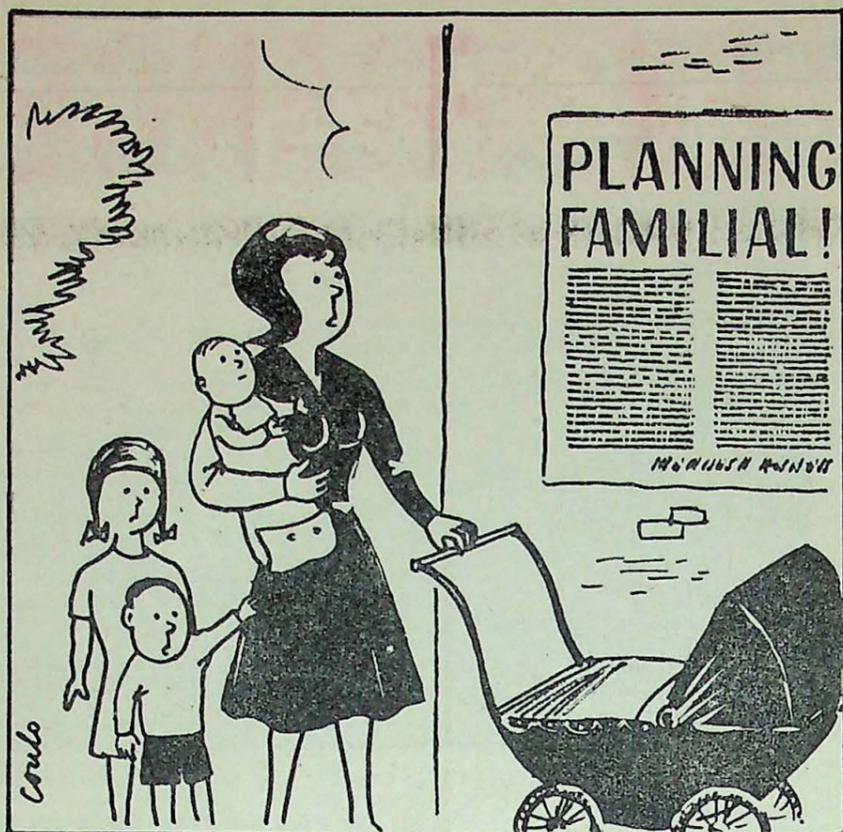
à entrer régulièrement sur le territoire français, en vertu du mandat international délivré par le juge d'instruction de Genève, et la France fut saisie à son tour d'une demande d'extradition.

L'affaire est venue le mardi 15 mars devant la Chambre d'accusation de la Cour de Douai où les défenseurs d'Abarca : Maîtres Jouffa et Dechezelles, avocats à la Cour de Paris, Maîtres Lalemand et Moureaux, du Barreau de Bruxelles, et le Bâtonnier Duquesnoy, du Barreau de Valenciennes, ont sollicité la remise de l'affaire en invoquant les conditions qu'ils estiment irrégulières, de l'arrestation d'Abarca, lequel, au moment de sa vérification d'identité par les policiers français, se serait réfugié dans le poste de police belge où les policiers français seraient venus l'arrêter.

La Chambre d'accusation de Douai a remis l'affaire à huitaine.

Tous les démocrates doivent intervenir énergiquement pour que le gouvernement français, de qui dépend la décision finale, n'adopte pas une attitude moins libérale que le gouvernement belge.

# QUE SAIT-ON



**Questions posées à quatre jeunes ménages (1), témoins de milieux très divers et suffisamment engagés dans des groupements pour avoir des contacts.**

**PREMIERE QUESTION :** Que sait-on autour de vous en matière de contrôle de la natalité, comment en est-on instruit ?

Chez les ruraux et les ouvriers pour des raisons différentes, le tabou est encore complet, les mots mêmes de contrôle ou de planning n'ont pas de sens. « Les gens sont totalement abandonnés devant leurs problèmes sexuels et familiaux, par le corps social tout entier, en particulier par le corps médical et celui des éducateurs. »

Chez les ruraux, le tabou répond à une des quelques traditions inentamées : les couples n'osent parler de tels sujets à personne, par pudeur, crainte, pression sociale.

Les femmes commencent par porter seules leurs angoisses et subissent dans l'ignorance ; puis, quand le nombre d'enfants croît, l'homme, à son tour, s'inquiète, il arrive qu'il tende la perche aux médecins, mais la plupart du temps ils ne répondent pas. Le clergé répond parfois, il répond : la méthode Ogino.

Chaque couple trouve sa solution ou bien ne la trouve pas.

Chez les ouvriers, il semble que les femmes seules portent le poids du problème, les hommes plaisantent entre eux de ce domaine gaulois, mais avec leur femme n'osent pas aborder le problème. Les femmes échangent entre elles des trucs, mais n'ont pas la possibilité de s'adresser à quelqu'un, au mieux, on recourt aux préservatifs masculins.

Dans les milieux plus favorisés l'abandon est moins complet. Si les traditions familiales se refusent encore à ce qu'on aborde le problème en éducation, la presse et la télévision ont percé des brèches, on sait vaguement qu'il existe de nouvelles techniques, les seules résistances sérieuses sont encore d'ordre religieux.

Chez les étudiants il y a un peu moins de tabou.

En somme l'information du public en matière de contraception semble en raison directe du niveau d'instruction.

**DEUXIEME QUESTION :** Autour de vous, quelles solutions a-t-on trouvées pour diminuer la fécondité du couple ?

Réponse unanime : Sauf chez les ruraux où la morale est peut-être plus exigeante, la solution courante, c'est l'avortement.

Effrayant autour du couple ouvrier il est pratiqué dans des conditions très précaires, il est étonnant de constater que n'importe qui est avorteur : c'est aussi bien la camarade de travail, la voisine de palier, le mari et souvent la femme elle-même avec les méthodes les plus dangereuses et les plus élémentaires dont personne n'ignore les risques.

Dans les milieux aisés la différence c'est qu'on n'avorte pas n'importe comment. Là les adresses volent, à partir d'un certain niveau social, les gens ont les moyens de se faire avorter proprement, mais tous affirment que personne ne donne la moindre information pour éviter de recommencer.

La répression s'est révélée inefficace pour lutter contre le fléau de

l'avortement, il convient de s'orienter vers la prévention en mettant à la portée du public des méthodes anticonceptionnelles bien comprises et efficaces.

**TROISIEME QUESTION :** Souhaitiez-vous un contrôle des naissances efficace ?

Réponse générale : Oui, s'il était possible et facile de contrôler totalement la fécondité du couple, les avantages primerait les dangers (2).

## Quelles sont les critiques adressées au système de planification des naissances ?

Elles concernent l'aspect démographique, moral, religieux et légal de la question :

### 1) La natalité va-t-elle baisser ?

Aucune atteinte à la démographie quand le but national n'est pas de limiter les naissances. Aux Etats-Unis, le pays le plus contracepteur du monde, le taux de natalité n'a pas cessé d'augmenter, de même en Angleterre où s'ouvre en moyenne un nouveau centre de planning familial par mois, la natalité a considérablement augmenté pendant les dix dernières années. L'adoption du terme même de planning signifie une prise de position précise bien éloignée de l'idée de limitation des naissances. Il s'agit de « développer » la notion de prévision devant la naissance de l'enfant afin qu'il naisse au moment le plus souhaitable.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que, d'une part, l'augmentation des naissances en France est due pour 80 % environ aux trois premiers enfants et que, d'autre part, la natalité dans un pays dépend largement des mesures sociales prises en faveur de la famille.

### 2) La moralité publique s'en ressentira, particulièrement chez les jeunes (3)

Beaucoup de résistance aux idées du planning vient de la crainte que pour les jeunes, tout soit désormais possible.

Cette peur marque une grande incompréhension du problème.

C'est le même état d'esprit qui consiste à ne pas vouloir faire connaître aux jeunes les moyens de prophylaxie des maladies vénériennes, parce que là aussi cela leur faciliterait trop les choses !

Il est bien évident que le désir de connaissances contraceptives chez les jeunes fait partie de l'ensemble des informations qu'ils souhaitent recevoir. Mais cette connaissance sera-t-elle suffisante pour faire tomber toutes les résistances ? Cela supposerait que ces résistances sont basées uniquement sur la peur, or, elles sont fondées aussi sur les aspirations sentimentales, morales, etc.

On peut se demander, au contraire, si les perfectionnements des méthodes contraceptives n'auraient pas un effet plutôt moralisateur dans la mesure où loin de diminuer la responsabilité mutuelle il donne une plus juste estimation de la réalité.

Le seul vrai danger est celui d'une population munie, mais non prémunie, c'est-à-dire, livrée sans aucune formation à une information dont

elle userait avant d'y avoir réfléchi. Le problème se résume donc à celui d'une éducation qui doit venir du corps social tout entier éveillé à ces problèmes : famille, groupement, etc.

### 3) L'avortement ne diminue pas pour autant

C'est un problème très mal étudié, très peu connu.

Mais, il est paradoxal d'affirmer qu'un enseignement rationnel des couples en vue de les aider à espacer les naissances selon leur capacité, augmente les avortements.

Trois pays nous donnent un exemple tout à fait contraire.

— **En Hollande :** Le docteur De Boas a fait la constatation suivante sur l'incidence du fonctionnement des centres de conseils de planning familial sur le nombre des avortements. 1932 à 1940 : Centre de P.F. en plein essor : chiffre des avortements tombe de 8 à 1 %.

Durant l'occupation, les centres sont fermés par les autorités allemandes : le chiffre des avortements est de 10 %.

Après la Libération, les centres fonctionnent à nouveau, le chiffre des avortements redescend à 1 %.

— **En Suède** où l'avortement peut être pratiqué légalement dans certains cas déterminés, après avis favorable d'une commission depuis 1938 (la loi de 1946 ajoute un nouveau cas à ceux prévus en 1938 : la prévention de l'épuisement de la mère) et où les moyens contraceptifs modernes qui sont diffusés, les statistiques sur le nombre des avortements légaux pratiqués montrent que leur nombre décroît : ainsi de 1951 à 1959, de 5.322 en 1952 à 2.823 en 1958 pour 107.203 naissances.

— **Aux Etats-Unis**, pays qui pratique une politique répressive en matière d'avortement, mais où les méthodes contraceptives modernes sont largement diffusées, on constate un net recul du chiffre des avortements depuis la seconde guerre mondiale. On compte de 400.000 à 1.000.000 d'avortements par an pour 4.000.000 de naissances, soit un avortement pour quatre naissances.

Le pourcentage des avortements est donc environ quatre fois moins important qu'en France où l'on s'accorde généralement à dire qu'il y a à peu près autant d'avortements clandestins que de naissances...

Toutefois, il y a encore de nombreux avortements, dans les pays où les moyens contraceptifs modernes sont diffusés, pour les raisons suivantes :

— Aucun produit contraceptif n'est parfait : la femme oublie de mettre son diaphragme, de prendre sa pilule, combine ses méthodes avec la sacrosainte méthode Ogino, ne retourne pas aux visites de contrôle, etc.

— L'éducation en matière de contraception est assez longue à faire. Les facteurs psychologiques jouent à la fois chez les médecins et dans la clientèle féminine : une éducation sexuelle adaptée scientifiquement devrait être entreprise dès l'enfance.

### 4) Objections religieuses

Le point de vue religieux, défendable en tant que tel, ne doit pas dépasser les limites de la communauté. Toute autre attitude met en jeu la liberté individuelle au sein de la nation :

a) La position de l'église catholique a été réaffirmée lors du dernier concile.

Il faut cependant noter que parmi les catholiques pratiquants plus d'un sur deux (soit 53 %) utilisent les méthodes non naturelles malgré les prescriptions de l'Eglise.

Le tableau ci-dessous expose clairement la situation il résulte d'une enquête entreprise par le M.F.P.F. en décembre 1962 et janvier 1963 portant

| Religion                | Techniq. contraceptives | Méthodes naturelles | Total sur 100 |
|-------------------------|-------------------------|---------------------|---------------|
| Par religion .          | 76                      | 24                  | 100           |
| Catholiques pratiquants | 52,5                    | 47,5                | 100           |
| Catholiques non pratiq. | 72                      | 48                  | 100           |

sur 250 personnes tant à Paris qu'en province.

b) L'Eglise Réformée est en faveur du contrôle des naissances, considérant que les deux fins du mariage sont aussi importantes l'une que l'autre : la procréation des enfants, et l'épanouissement des conjoints.

c) Les israélites et les musulmans n'ont d'objection religieuse contre aucune des méthodes de contrôle des naissances. La religion juive cependant interdit le « coitus interruptus » parce que nuisible à l'équilibre du couple.

### 5) Les préservatifs féminins sont-ils sûrs et inoffensifs ?

Des millions de femmes les utilisent, mais l'efficacité de la méthode dépend souvent du désir profond de la femme qui l'utilise.

## Les méthodes de la contraception

La contraception est l'ensemble des méthodes qui visent à empêcher la formation de l'œuf né de la fusion de la cellule femelle et de la cellule mâle.

### 1) Méthode dite naturelle

Elle s'appuie sur le calcul de la date de l'ovulation et, par suite, des jours de fécondité.

Parmi ces méthodes l'intérêt se concentre sur la méthode thermique qui repère les périodes de stérilité en se basant sur les données de la courbe thermique du cycle.

Quant à la méthode Ogino son taux d'échecs est tellement lourd qu'elle est presque abandonnée, mais on continue à l'utiliser avec la méthode des températures.

L'efficacité d'une méthode s'apprécie d'après l'incidence des grossesses-surprises observées par rapport au nombre des cycles d'exposition.

On aboutit comme résultat à un taux d'efficacité de 4,47 % qui soutient la comparaison avec les méthodes contraceptives d'utilisation courante. Mais il est bien certain que c'est une méthode difficile puisqu'elle conduit à la continence périodique et qu'il s'agit de déterminer la durée de cette période et qu'on peut aboutir à des erreurs dues à l'interprétation personnelle du couple.

— A signaler (puisque'elle recueille la majorité des suffrages en France) la méthode de « l'acte interrompu ».

### 2) Les barrières mécaniques et chimiques

a) la contraception par voie locale : Elle ne peut se conseiller qu'après un certain nombre d'observations tant de la part du couple que du médecin.

— Les obturateurs temporaires sont mis en place par la femme elle-même.

Ils sont de deux types : le diaphragme vaginal et la cape cervicale.

Dans la plupart des cas leurs indications et leurs contre-indications sont bien définies et ne peuvent se juger qu'après une visite de contrôle.

— Il existe actuellement d'autres contraceptifs locaux et on parle beaucoup de « l'objet » arrivé des Etats-Unis : ce stérilet va-t-il détruire toutes les autres méthodes ? Il s'agit d'un objet intra-utérin c'est le médecin seul qui peut l'introduire et non la femme elle-même.

La surveillance médicale doit être stricte pendant la période d'adaptation. De toute façon là encore c'est le médecin qui est à même de conseiller la consultante.

b) La contraception par voie orale. C'est évidemment celle qui permet d'ouvrir un horizon assez large qui peut paraître au premier abord extrêmement facile puisqu'il s'agit simplement d'avaler une pilule.

En ce qui concerne l'efficacité de cette méthode, elle est grande, à condition bien sûr comme toutes les méthodes, d'être faite selon certains principes.

En ce qui concerne son innocuité, il faut bien le dire, les expériences faites sont insuffisamment longues pour avoir une position définitive.

(1) Revue *Planning Familial*, n° 8, décembre 1965.

(2) Nous rappelons que cette enquête a un caractère partiel et n'est peut-être pas très représentative.

(3) Conférence du Docteur Berge aux Journées d'études du M.F.P.F. en 1962.

# DU PLANNING EN FRANCE

## Situation matrimoniale des femmes

|                   | Mariées | Remariées | Célibat. | Divorcées<br>Veuves | Célibat.<br>se préparant<br>au mariage | En ménage |
|-------------------|---------|-----------|----------|---------------------|--|-----------|
| Nombre .....      | 203     | 5         | 10       | 5                   | 24                                     | 1         |
| Pourcentage ..... | 83      |           | 4        | 2                   | 10                                     | 1         |

| Nombre d'enfants | Pourcentage | Observation                          |
|------------------|-------------|--------------------------------------|
| 1 à 3 .....      | 76          | Pour un nombre de ménages égal à 216 |
| 4 et plus .....  | 14          |                                      |

Source : Résultats de l'enquête menée auprès des consultants des centres de planning familial et portant sur 250 personnes en 1962-1963.

| Profession du marié ou du fiancé               | Pourcentage | Profession de l'épouse        | Pourcentage |
|--|-------------|-------------------------------|-------------|
| Etudiantes .....                               | 10          | Etudiantes .....              | 8           |
| Ouvriers, manœuvres                            | 18          | Exerçant une profession ..... | 49          |
| Employés, petits fonctionnaires .....          | 23          | Sans profession .....         | 43          |
| Cadres moyens .....                            | 18          | Total .....                   | 100         |
| Cadres supérieurs, professions libérales ..... | 21          |                               |             |
| Commerçants, artisans .....                    | 5           |                               |             |
| Divers, sans profession, etc. ....             | 5           |                               |             |
| Total .....                                    | 100         |                               |             |

Source : Résultats de l'enquête menée auprès des consultants des centres de planning familial, portant sur 250 personnes en 1962-1963.

l'attention du corps médical, ne provoqua pas pour autant l'appui des médecins français (1).

Deux ans plus tard, à l'occasion d'un procès d'assises où une jeune femme de 23 ans, infirme d'une main, enceinte pour la cinquième fois, fut condamnée à 7 ans de prison pour avoir laissé son quatrième enfant mourir de faim, Mme Weill Halle dénonça les dangers de l'application de la loi de 1920 au cours d'une communication à l'Académie des Sciences Morales et Politiques.

Cette communication fut suivie de débats passionnés. Les journaux s'emparèrent de la question (*Le Monde*, *Le Figaro*). *France-Observateur* ouvrit un débat sur le thème : « Six cent mille avortements valent-ils mieux que le contrôle des naissances ? »

Au cours d'une nouvelle commu-

nication, cette fois au premier Congrès de morale médicale, Mme Weill Halle réclamait pour les médecins la liberté d'arbitrage dont jouissent les médecins des pays anglo-saxons en matière anticonceptionnelle.

Devant les difficultés qu'elle éprouvait à se faire entendre, le Dr Weill Halle fonda une association en faveur de la planification des familles, légalement déclarée en mars 1956 sous le nom de maternité heureuse, devenue en 1958 le Mouvement français pour le planning familial (2).

(1) A l'heure actuelle, 500 médecins français sont inscrits au planning familial; d'autres font preuve d'une meilleure compréhension tout en étant extérieurs au Mouvement.

(2) Adresse du M.F.P.F. : 2, rue des Colonnnes, à Paris (1<sup>er</sup>), et Centre d'accueil : 10, rue de Vivienne, à Paris (2<sup>e</sup>).

## Situation à Grenoble

— Pourquoi et comment le Planning familial existe-t-il à Grenoble ?

— Un médecin gynécologue, le Dr Fabre, de Grenoble, avec l'aide de quelques personnes, a pris l'initiative de créer le premier centre de Planning familial en juin 1961. A la fin de l'année, le centre comptait 82 adhérents. Un avocat grenoblois a étudié le statut juridique de l'Association, les informations étant fournies à des membres d'une Association, il ne s'agissait plus de propagande et nous ne tombions plus sous la loi de 1920. Ce fut le premier centre de Planning français; peu après, à Paris, s'ouvrait un second centre. Au départ, le nombre des adhérents par correspondance était important; avec l'ouverture d'autres centres en France, leur nombre a relativement diminué.

— Combien les centres grenoblois comptent-ils d'adhérents actuellement ?

— A la fin de l'année 1965, on comptait entre 3.800 et 3.990 membres, dont à peu près 80 % résidents de l'Isère.

— Quelle est l'attitude du corps médical dans la région de Grenoble ?

— Le nombre des médecins prescripteurs, qui était de deux pendant les premières années, est aujourd'hui d'une dizaine, mais l'audience du corps médical est croissante, puisqu'une cinquantaine parlent de nous et nous adressent leurs clients. Cependant la formation des prescripteurs est assez exigeante et freine beaucoup les médecins.

— Y a-t-il un obstacle financier ?

— Tant que nous fonctionnerons avec les seules cotisations de nos adhérents, il est bien évident que nous ne pouvons pas fonctionner comme dans le cadre d'un dispensaire. La révision de la loi de 1920 pourrait seule permettre l'ouverture de dispensaires, mais l'obstacle est aussi psychologique; les gens croient que cela coûte très cher; dans leur esprit, ils estiment qu'il n'y ont pas droit. Il y a sans doute chez eux une certaine culpabilité et ils ont tendance à grossir l'obstacle financier. La régulation des naissances une fois réintégré dans un cadre normal, celui du dispensaire, l'obstacle financier disparaîtrait, ainsi que l'obstacle psychologique.

— Existe-t-il déjà des services dans le cadre des hôpitaux ?

— Non, pas à Grenoble. Le seul dispensaire qui existe est à Paris, dans le cadre de la M.G.E.N.

— Qu'existe-t-il à Grenoble ?

— Le centre de Tesseyre, un autre à Saint-Martin-de-Vinoux (banlieue de Grenoble), un autre dans le nord du département, à Bourgoin, et bientôt le centre social des Alpains, dans un immeuble de la M.N.E.F. Mais ce sont seulement des permanences d'information. Nous envoyons ensuite vers des médecins extérieurs, même si ces médecins sont conventionnés; cela représente deux consultations. Tous ces centres sont ouverts dans des locaux municipaux, ce qui est déjà un gros progrès.

— Que pensez-vous des centres universitaires, tels que Saint-Martin d'Hères ?

— La Mutuelle des étudiants s'y intéresse. On a déjà été en contact avec eux et certainement un centre pour étudiants sera ouvert. Le mouvement est préoccupé, non seulement de répondre à la demande la plus importante dans le domaine de l'ex-

pression qui est celui de la régulation des naissances, mais est aussi préoccupé de l'information dans le domaine de la sexualité. Nous avons des cycles de conférences sur la sexualité que nous avons adressé en priorité vers tous ceux qui étaient en contact avec des jeunes. S'adresser à des jeunes individuellement pose de nombreux problèmes. Nous avons eu des demandes de la part du Campus de Saint-Martin-d'Hères; nous avons eu certaines difficultés de départ, les exposés étant trouvés trop didactiques; quant aux discussions, elles tournent très vite court, parce que les étudiants n'osent pas reconnaître qu'après tout ils ne savent pas.

— Comment envisagez-vous la formation des éducateurs ?

— D'autre part, nous faisons cette année des stages sous forme de week-ends, destinés à des assistantes sociales et à des éducateurs ou à des personnes qui souhaitent travailler comme hôtesses. Au premier stage, nous avons eu 100 demandes. Nous insistons sur la relation éducative; cet aspect est très important. Les personnes que nous voyons arriver nous expliquent toutes leurs motivations: certains arrivent avec leur livret de famille ou leurs enfants pour bien montrer qu'ils y ont droit. Le rôle de l'hôtesse est déterminant; elle doit montrer qu'elle n'a pas à connaître les motivations, mais qu'elle est là pour apporter une information et qu'il s'agit, pour les personnes qui viennent la voir, d'une attitude personnelle et légitime.

Nous prévoyons un exposé sur la sexualité et la contraception, la contraception apportant, même en dehors de toute éthique, une modification de la conception de la sexualité.

— Dans quel milieu l'association se développe-t-elle ?

— Les instituteurs, la Fédération des œuvres laïques, l'A.F.G.E.N. ont été les premiers à soutenir l'action de notre petit groupe. Quant au milieu que nous touchons, on peut dire que nous touchons les milieux moyens et non pas du tout les milieux ouvriers où la demande est certainement très importante. Notre souci actuel est de réviser notre formule, afin de toucher les milieux ouvriers où la prévention des naissances passe après les exigences quotidiennes plus urgentes, qui exigent des solutions instantanées. Nous ne touchons pas non plus les cadres supérieurs du secteur privé, qui emploient depuis longtemps des méthodes de contraception apprises à l'étranger, que leur permettent leurs ressources. Le milieu atteint recouvre donc surtout les cadres et techniciens du secteur public, des ouvrières très qualifiées et les professions intellectuelles. La nécessité est flagrante d'avoir des permanences sur les lieux de travail ou les cités d'habitation. Déjà, un centre a été ouvert à la cité Tesseyre (important groupement d'habitat essentiellement ouvrier). Nous comptons un grand nombre de jeunes, étudiants ou non, ainsi que de jeunes couples.

L'interview de Mme Millon, directrice du Centre de Grenoble, par Y. Le Pape, D. Pagès et J.-Y. Rognant.

P.S. — Une étude sur l'évolution du Centre de Grenoble est en chantier avec le concours d'un ingénieur, statisticien. Le groupe étudiant P.S.U. va participer à cette enquête.

## Du malthusianisme au planning



(Photo Elie Kagan.)

Autant d'avortements clandestins que de naissances.

— En 1798, Malthus faisait paraître son essai sur le principe de la population. Il préconisait de réduire le nombre des naissances, de peur que la population ne s'accroisse trop par rapport aux ressources économiques du globe et envisageait l'abstinence du mariage ou la continence pour ceux qui n'avaient pas la santé ou les moyens d'assurer à leurs enfants une aisance suffisante.

— Les socialistes dénoncèrent avec Marx une telle doctrine qui conduisait les plus riches à avoir de nombreux enfants et les plus pauvres à s'en passer.

— Les néo-malthusiens reprirent tout d'abord les arguments économiques de Malthus, puis renoncèrent à conseiller la continence, ils firent campagne pour l'usage de moyens contraceptifs.

Toutefois, la confusion fut très longue à se dissiper.

L'Eglise catholique s'éleva violemment contre l'usage des moyens con-

traceptifs, qui lui paraissent être un acte contre nature. Aussi, tous les pays à majorité catholique rendirent illicites les mesures anticonceptionnelles mécaniques ou chimiques.

En Europe, l'Angleterre et la Suède furent les seuls pays à faire progresser l'idée de contrôle de la natalité qui, peu à peu, comme aux Etats-Unis, en U.R.S.S., en Hollande, etc., fit partie d'un vaste programme d'aide à la famille.

En France, le silence régnait depuis que la loi de 1920 fit cesser toute propagande en faveur des méthodes contraceptives.

C'est en 1953 que le Dr Benjamin Weill Halle décida de rompre le silence, après avoir tenté vainement d'aborder le problème avec ses collègues.

Elle publie un article dans la « Semaine des Hôpitaux » dans lequel elle souligne l'intérêt du birth control et l'urgence d'une réforme de la loi de 1920, article qui, s'il attire

## ÉCONOMIE

## Le Marché commun et les entreprises étrangères

Le principal fabricant américain de moteurs diesel ouvre une succursale à Essen (R.F.A.).

Une société allemande Robert Bosch se forme en France sous le nom de Robert Bosch Métrologie.

Le groupe américain Litton Industries Inc. installe à Paris la société Hewitt Rollins Europe.

La compagnie allemande Optische Werke G. Rodenstok forme en France une filiale dénommée Rodenstok France.

Le groupe américain S.A. Bell Telephone Manufacturing étend ses intérêts en Belgique.

Le groupe américain Hoover Co, de l'Ohio, étend ses activités en France en créant la Hoover S.A.

La firme américaine Kelvinator International, de Detroit, a souscrit la totalité de l'augmentation de capital de Kelvinator en France.

La firme belge Friac fonde à Paris la S.A.R.L. Friac.

La société américaine Minnesota Volley Engineering Inc. constitue à Paris la Cryo-Diffusion S.A.

La compagnie allemande S.A. Bencke Beterlingungs, de Hanovre, forme à Paris la société S.A. Bencke.

International Nickel Service Ltd, de Toronto (Canada), s'installe à Bruxelles sous le nom de Nickel Alloys International S.A.

La société métallurgique américaine Metal Flo Corporation s'associe avec la compagnie allemande Phenix Rheinrohr, de Dusseldorf.

La compagnie française Simca-Industries dont le principal actionnaire est le groupe italien Fiat et où le groupe américain Chrysler possède une importante participation minoritaire, crée une filiale: Forges et Fonderies.

La firme allemande Ermeto Armaturen crée une filiale à Paris sous le nom de E.A. France.

La société américaine Motor Parts Industries, de New York, installe en Hollande une filiale « Europa ».

La société américaine de location de voitures Budget Rent A. Car International, de Chicago, établit une succursale à Bruxelles.

Le Japon participe pour 50 % à la création en Belgique de la société International Motor Compagnie.

Les sociétés britanniques Douk Rotor Ltd et française Meisser S.A. ont conclu un accord de fabrication.

La compagnie britannique Klinger Manufacturing Co Ltd vient de former à Paris une filiale commerciale pour le Marché commun.

La compagnie belge Balamo, créée par la compagnie américaine Mohasco Inc., a fondé en France une filiale dénommée Balamo France.

La société française des Pétroles BP, filiale de British Petroleum, cède à un groupe de banques sa participation à la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine (contrôlée par l'Etat français).

Le gouvernement français vient d'autoriser la compagnie canadienne Westfield Minerals Ltd à prendre une participation dans la société de Sal-signe.

Les Supermarchés Montreal S.A. qui vont s'installer en France sont dirigés par la compagnie canadienne Steinberck, de Montreal.

Cette liste ne représente qu'une faible partie des accords réalisés par les sociétés capitalistes dans leur « envahissement » de l'Europe. Actuellement, s'accroissent les concentrations, les interpénétrations, les fusions qui doivent permettre aux groupes internationaux de prendre entre leurs mains le « marché européen ».

La plupart du temps, ces modifications ne sont connues que des seuls initiés du monde dit de la finance, et se vérifient au baromètre de la Bourse. Pour le plus grand nombre des travailleurs, ils ignorent le plus souvent les méandres par lesquels les capitaux régissent leurs entreprises. Ce manque de curiosité et d'information ne leur permet pas souvent de bien saisir les raisons qui nous font dénoncer de réelles réformes de structure dans la société française d'aujourd'hui.

H. P.

## POLITIQUE

## Socialisme et démocratie

Depuis quelques semaines, le problème des rapports entre socialisme et démocratie est au centre de nombreux débats publics (de la semaine de la pensée marxiste au dernier comité central du P.C.F.). La raison de ces débats est évidente: le rapprochement qui s'est esquissé entre le P.C.F. et la S.F.I.O. ne peut se consolider que si certaines séquelles du passé et particulièrement du stalinisme sont liquidées. Les milieux social-démocrates craignent encore la force du communisme français et ils veulent avoir la garantie que cette force ne sera pas utilisée contre eux. C'est pourquoi ils insistent tant pour la répudiation de la conception du parti unique dans la construction du socialisme telle qu'elle est pratiquée en U.R.S.S. et avec des variantes dans les démocraties populaires (où les partis non communistes qui subsistent ne sont pas véritablement autonomes). En ce sens, les dirigeants de la S.F.I.O. ou de la Fédération posent le problème de la libre expression des différents courants du mouvement ouvrier et de la gauche. Mais, en même temps, il est assez apparent qu'à cette préoccupation s'en ajoutent d'autres beaucoup moins pures, entre autres celle de faire peu à peu accepter au P.C.F. une politique de type social-démocrate au nom de la défense de certaines « valeurs » de la démocratie politique occidentale.

### « Une décision réfléchie »

Les débats s'insèrent donc dans une lutte idéologique et politique de première importance. Des réponses qui seront apportées dépend, pour une large part, l'avenir du mouvement socialiste en France. Aussi faut-il examiner de très près les positions que le premier intéressé, le P.C.F., a cru devoir prendre dans cette série de discussions publiques. Dans son intervention à la Semaine de la Pensée marxiste, Waldeck Rochet a déclaré avec plus de netteté que jamais: « Lorsque nous avons rejeté la thèse du parti unique, il ne s'agissait aucunement de notre part d'une manœuvre tactique, mais bien d'une décision politique réfléchie, fondée sur notre propre analyse des conditions politiques françaises à notre époque. Et, à partir du moment où est rejetée la thèse du parti unique pour celle de la pluralité des partis, il va de soi qu'il n'y aura pas un seul parti au pouvoir, donc un seul parti dirigeant, mais tous les partis travaillant à la construction du socialisme seront au pouvoir et y auront leur part entière. » On ne peut que se féliciter de voir ainsi condamnée la théorie stalinienne du parti unique qui a hypothéqué si longtemps les rapports du P.C.F. non seulement avec la S.F.I.O., mais aussi avec toute une série de secteurs non social-démocrates du mouvement ouvrier français. Il reste toutefois qu'à notre avis cela ne règle pas entièrement le problème. On conserve un peu trop l'impression que cette reconnaissance de la pluralité des partis n'exclut pas une certaine réserve à l'égard de la libre expression au sein du mouvement ouvrier, surtout à l'égard des groupements et des courants non conformistes, c'est-à-dire non assimilables à une variété quelconque de social-démocratie. Il nous semble assez caractéristique que lors de la Semaine de la Pensée marxiste, il n'y ait pratiquement pas eu à la tribune de représentant de ce qu'on peut appeler la pensée marxiste indépendante ou de représentant du courant politique incarné par le P.S.U. Rappelons aussi, pour mémoire, la pirouette par laquelle, lors du dernier « face à face » Waldeck Rochet a esquivé la question de Georges Sufferit sur l'exclusion du secteur lettres de l'U.E.C.

Si nous abordons ces faits apparemment secondaires, ce n'est pas pour découvrir des verrues sur le nouveau visage qu'entend se donner le P.C.F., c'est pour nous interroger sur les rapports que les dirigeants communistes établissent entre lutte pour le socialisme et formes d'expression démocratique pour les masses. A lire le discours déjà cité de Waldeck Rochet à la Semaine de la Pensée marxiste, on pourrait croire que le P.C.F. n'attribue guère d'importance à la démocratie directe, vivante et effective, que les travailleurs mettent en application lorsqu'ils organisent leurs luttes dépassant largement

par là les limites de la démocratie politique formelle. Au contraire, il semble ne vouloir connaître que la démocratie parlementaire traditionnelle élevée à la dignité de voie de passage au socialisme. Certes, Waldeck Rochet affirme qu'il n'est pas de démocratie pleine et entière en dehors du socialisme, mais la démocratie socialiste, dans son optique, ressemble à la démocratie traditionnelle complétée et aménagée et non à une démocratie directe, caractérisée par un contrôle permanent des travailleurs sur toutes les activités sociales: « on sait qu'avec la pluralité des partis, le système parlementaire, les libertés locales sont des facteurs importants de la vie politique en France. Avec le passage au socialisme, l'objectif est de renforcer et de démocratiser toutes ces institutions. »

Or, s'il est une chose confirmée par des milliers d'expériences, c'est bien que les travailleurs sont à l'étroit dans le cadre d'une démocratie qui ne leur permet que de loin en loin de donner un avis peu écouté sur des affaires qu'on tient hors de leur portée. Leur « apolitisme » est très souvent dicté par la conviction que leurs problèmes les plus quotidiens et les plus pressants ne peuvent trouver leur solution dans des organismes qui ne sont ouverts qu'à une « élite politique » restreinte (se réclamerait-elle du socialisme). Un nouveau pouvoir au service des travailleurs, s'il ne doit certainement pas supprimer les libertés politiques, ne peut pas ne pas créer des structures entièrement nouvelles pour l'expression de la volonté populaire (en comblant peu à peu le fossé qui sépare la politique et l'économie, la vie publique et la vie quotidienne).

On pourra faire remarquer que la querelle est bien théorique et qu'elle ne concerne pas le mouvement ouvrier dans son activité immédiate. Malgré les apparences, il n'en est rien, car gommer les différences entre démocratie bourgeoise traditionnelle et démocratie socialiste conduit inévitablement à surestimer la valeur de la lutte pour la restauration ou l'aménagement de la démocratie traditionnelle, c'est-à-dire conduit à réduire l'activité du mouvement ouvrier à la recherche utopique d'une démocratie véritable, ni capitaliste ni socialiste. Selon Waldeck Rochet, « il faut donc envisager d'établir un régime de démocratie véritable qui ne sera pas encore le socialisme, mais où les féodalités économiques et financières ne pourront plus dominer l'économie du pays et faire du gouvernement et du Parlement leurs instruments ». Ensuite on pourrait passer insensiblement et sans douleur à la phase socialiste.

### Programme de transition

A cette perspective apparemment séduisante et rassurante, il faut opposer la réalité telle qu'elle est. Tant qu'elle en aura les moyens, la classe capitaliste s'opposera de toutes ses forces à une démocratie qui déborderait son champ d'extension habituel. De leur côté, les travailleurs auront toujours tendance à concevoir que l'extension de la démocratie doit aller de pair avec un bouleversement des rapports de classe. C'est dire qu'une période de « démocratie véritable » ne pourrait être qu'une période courte et troublée, d'affrontements sévères entre les groupes sociaux. Inévitablement, le problème de la nature profonde du pouvoir (qui contrôle, qui dirige) se trouverait posé. Ou la bourgeoisie réussira à se remettre en selle solidement, ou les travailleurs créeront un nouveau type d'Etat. Aussi bien vaut-il mieux, dès maintenant, aborder de front les difficultés propres à la définition d'un programme de transition vers le socialisme, qui fasse la jonction entre revendications démocratiques simples et revendications socialistes, qui prépare la rupture des maillons les plus faibles du système économique et social actuel, plutôt que de faire des concessions unilatérales aux préjugés antisocialistes de la social-démocratie et des radicaux de diverses nuances. Aujourd'hui, socialisme et démocratie sont inséparables, parce que seul le socialisme, de l'Est à l'Ouest, est susceptible de combattre efficacement l'autoritarisme et la domination de l'homme sur l'homme.

J.-M. Vincent.

Justice enfin rendue  
à une  
grande  
œuvre!

ROMAIN ROLLAND

Une presse enthousiaste salue le centenaire de la naissance d'un de nos grands écrivains dont l'œuvre vient de sortir du « purgatoire », cet oubli passager, injuste mais inévitable, qu'a connu par exemple celle de Victor Hugo. Jean Guhenno écrit dans le Figaro Littéraire: « J'ai vu beaucoup d'hommes et même de grands hommes, je n'en ai pas connu de plus grand ». Et André Maurois: « J'ai toujours admiré Romain Rolland ». Enfin Maurice Nadeau, dans le Nouvel Observateur: « Injustement oublié dans son pays Romain Rolland est célèbre à l'étranger. En Russie il a atteint le record absolu du tirage avec 7.500.000 exemplaires et partout dans le monde, de grandes manifestations ont lieu à l'occasion du centenaire de sa naissance ».

A cette occasion également, le texte intégral des trois œuvres maîtresses de Romain Rolland: Jean-Christophe, l'Âme Enchantée, Journal des années de guerre 1914-1919 - œuvres qui représentent 32 volumes dans des éditions ordinaires - a été publié dans une magnifique édition de bibliothèque, sur papier bible, en trois volumes seulement, trois beaux volumes 14 x 20, reliés pleine peau fauve, tête or véritable, fer spécial au dos et filet sur le premier plat tiré au balancier à l'or fin. La Librairie Pilote vous offre pour quelques jours, à l'occasion du centenaire, ces 3 volumes réunis sous un élégant emboîtement, payables en 10 mensualités de 19,50 F, en 3 de 61 F, ou 180 F comptant, avec droit de retour dans les 5 jours. Hâtez-vous de profiter de cette occasion pour enrichir votre bibliothèque de cette œuvre qui restera comme l'une des plus riches et les plus exaltantes du début du siècle.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup>

Veuillez me faire parvenir les 3 vol. des œuvres de Romain Rolland. Si je ne les renvoie pas dans les 5 jours dans leur emballage d'origine, je les régle ai  comptant 180 F  en 3 mensualités de 61 F  en 10 mensualités de 19,50 F

Nom..... Prof.....

Adresse.....

..... Tél.....

N° C.C.P..... ou bancaire.....

Banque..... Ag. ou adr. ....

Signature :

## IRAN

# Un passé prestigieux Un présent odieux

L'Iran, trois fois la France, vingt-trois millions d'habitants. Un des plus vieux empires du monde, dont l'histoire avait déjà douze siècles lorsque les Arabes en entreprirent la conquête en l'an 642. A deux cents kilomètres au nord d'Abadan sommeillent les ruines informes de Suse, où fut inventée l'écriture, 3.000 ans avant Jésus-Christ. Plus à l'est, Persépolis, capitale royale du grand Darius, dresse encore les prodigieuses colonnes du hall immense où pouvaient se réunir 10.000 personnes à la fois, venues de tous les horizons du vaste empire.

De nos jours, les Iraniens sont très fiers de ce passé brillant et manifestent quelque mépris à l'égard des voisins arabes, nouveaux venus dans l'Histoire. Des archers achéménides montent la garde sur les façades de

parla de plusieurs milliers de morts à cette occasion.

A l'étranger, ces nouvelles sont soigneusement cachées. Les étudiants iraniens, venus nombreux en Europe, créent des associations pour le rétablissement de la démocratie et publient des bulletins d'information. Mais malheur à qui ne peut garder l'anonymat : son passeport annulé, il lui reste à retourner au plus tôt vers l'Iran, où l'attendent la prison, la torture, parfois la mort. La Savak (police politique) opère discrètement, mais elle est terriblement efficace. La peur règne : tous mes interlocuteurs, où que ce soit, ont longuement insisté pour que je ne prononce jamais leur nom, même hors des frontières. Le parti communiste est interdit, la presse sévèrement contrôlée : tout journal appointe lui-même des

récemment à Moscou était très cordial et l'Union soviétique va entreprendre sous peu en Iran la construction d'une importante aciérie, d'ailleurs prévue depuis vingt ans. Dans la capitale, les Russes disposent de la plus vaste ambassade, héritée du temps des « Capitulations », et mettent à la disposition du public des hôpitaux remarquablement agencés, où les soins sont par ailleurs très bon marché.

Quant aux Etats-Unis, ils équipent et contrôlent l'armée, dont les cadres leur semblent tout dévoués ; c'est que les soldes sont élevées et que les galons imposent le plus grand respect dans ce pays. Les capitaux américains pénètrent massivement en Iran et réalisent des bénéfices exorbitants. D'autre part, l'Amérique détient une part prépondérante du capital du fameux consortium pétrolier, créé pour « gérer » la raffinerie d'Abadan, propriété assez théorique du gouvernement iranien. Le temps est loin où Mossadegh donnait quelques jours aux Anglo-Saxons pour plier bagage. Dans ces conditions, les Occidentaux n'ont aucun désir de voir disparaître un régime qui leur procure des avantages aussi substantiels.

## Une agriculture médiocre

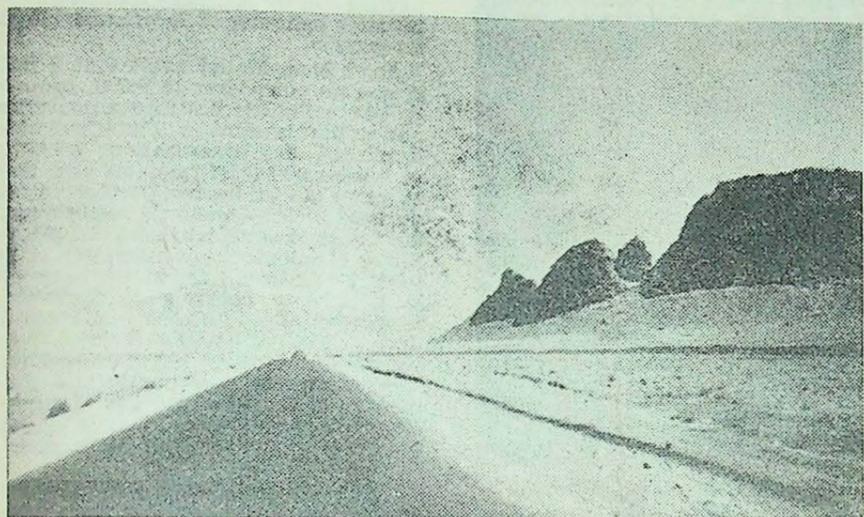
Il est évidemment difficile de connaître l'avis des paysans (80 % de la population) sur le pouvoir actuel. L'analphabétisme règne en maître à la campagne, accompagnant les méthodes archaïques, les troupeaux mal soignés, la tristesse... Des villages entiers appartiennent à un seul maître, en dépit d'une réforme agraire, célébrée abondamment par la presse américaine qui présentait alors le shah sous les traits d'un monarque progressiste.

Ne touchant qu'une partie des terres impériales, la réforme attribua les meilleures parts aux soutiens du régime, dignitaires civils et militaires. Le reste fut partagé en lots trop petits, sans possibilité d'irrigation, et les bénéficiaires en furent souvent réduits à les revendre au bout de quelques mois. Quant aux grands propriétaires absenteïstes, ils ont eu le droit de diviser leurs terres entre les membres de leur famille et ils n'ont guère perdu à l'affaire, car, en

nickel et pierres précieuses. Mais, faute d'investissements, l'exploitation en est peu poussée. Avec quatre-vingt-trois millions de tonnes, l'Iran est le cinquième producteur mondial de pétrole ; 20 % seulement de la production sont raffinés, essentiellement autour d'Abadan, un lieu qui, l'été, fait penser à l'enfer. Le reste est exporté brut, apportant emplois et bénéfices substantiels aux importateurs. L'industrie pétrolière employait encore en 1962 quelque 60.000 salariés ; mais la modernisation très poussée (le chargement dans l'île de Kharg est presque entièrement automatique) a permis d'en licencier plus de 20.000 à ce jour, qui sont venus grossir les rangs des trois millions de chômeurs. Actuellement, un baril de pétrole produit aux U.S.A. revient à 1,33 dollar ; le même, en Iran, coûte 0,13 dollar ! On dit que les compagnies pétrolières étrangères paient plus de taxes à leurs propres gouvernements qu'elles n'en régent au gouvernement iranien. Mais l'agrément passé avec le consortium est encore valable pour quarante ans et le Parlement n'est pas autorisé à discuter d'une éventuelle modification.

Toutefois, J'après les documents officiels, l'Iran a reçu à ce titre plus d'un milliard de livres sterling depuis 1954 (180 millions de livres actuelles par an). Mais personne ne peut en contrôler l'utilisation, même pas le Parlement. Il existe une commission du Plan qui fait état, de temps à autre, de ses réalisations. Certes, les grands axes sont équipés de routes satisfaisantes et l'Azerbaïdjan, longtemps sacrifié, sera relié convenablement à la capitale dans quelques années. De grands barrages ont été construits dans la chaîne de l'Elbourz, en bordure de la Caspienne.

Mais il semble que l'essentiel de l'effort d'équipement porte sur les grands centres urbains, avec une recherche évidente de prestige. Téhéran, dans ses quartiers nord, n'a rien à envier aux capitales européennes et l'avenue qui conduit au nouvel aéroport de Mehrabad est grandiose. Pour le riche touriste étranger qui ne découvre que cela, l'Iran est un pays des Mille et une Nuits avec ses hôtels comme n'en connaît pas la France. L'opposition dénonce ces dépenses somptueuses, le magnifique building de la Compagnie nationale



Entre Téhéran et Ispahan : un effort pour le réseau routier.

nombreux édifices publics, tandis que Darius ou Cyrus servent d'emblèmes à des compagnies d'autobus !

Que sait-on de l'Iran en France ? Chacun peut citer Soraya et Farah Diba et beaucoup s'apitoient sur les malheurs conjugaux d'un souverain séduisant, révélés à longueur d'année par une certaine presse. D'autres se rappellent aussi que Mossadegh essaya de chasser les Anglais de son pays en 1951 et qu'il s'en fallut de peu qu'il y perde la vie.

Et puis, en avril 1965, presse et radio firent état d'un attentat contre le shah, suivi de nombreux procès politiques. En décembre, une terrible sentence était rendue à Téhéran, mais, aussitôt, l'opinion publique internationale s'émut et parvint à arracher à la mort les deux étudiants condamnés par le tribunal militaire sous des attendus révoltants : indifférence religieuse, rédaction d'une thèse sur la situation politique du pays, possession d'ouvrages marxistes, etc.

Aujourd'hui encore, quatre hommes, arrêtés et mis au secret depuis cinq mois, affrontent le tribunal. Socialistes, il leur est reproché d'avoir maintenu des contacts avec des progressistes étrangers et d'avoir reçu à leur domicile quelque temps plus tôt des travaillistes anglais et des membres du P.S.U. L'un d'eux, le professeur Khalil Maleki, est une personnalité très respectée et qui a représenté son pays à de nombreuses conférences internationales. Agé, gravement malade, il a déjà connu les prisons du shah, mais son état semblait le mettre à l'abri de nouvelles poursuites, d'autant moins justifiées qu'il avait cessé toute activité politique depuis plusieurs années. Il s'agit, en réalité, d'un délit d'opinion, puni en Iran de dix ans de prison... bien que le gouvernement ait signé la déclaration universelle des Droits de l'Homme !

Face à de telles atteintes à la plus élémentaire démocratie, l'opposition s'organise. Après le coup de force de la C.I.A., qui ramena le shah au pouvoir en août 1953, elle subit une répression impitoyable : on fusillait encore des officiers « toudeh » (communistes) en 1960. Privée de ses chefs (Mossadegh, qui jouit toujours d'une grande popularité, est en résidence surveillée), elle connut une courte éclipse, mais, dès 1961, des manifestations éclatèrent dans la capitale, réclamant la fin de la dictature. Le shah donna l'ordre de tirer et on

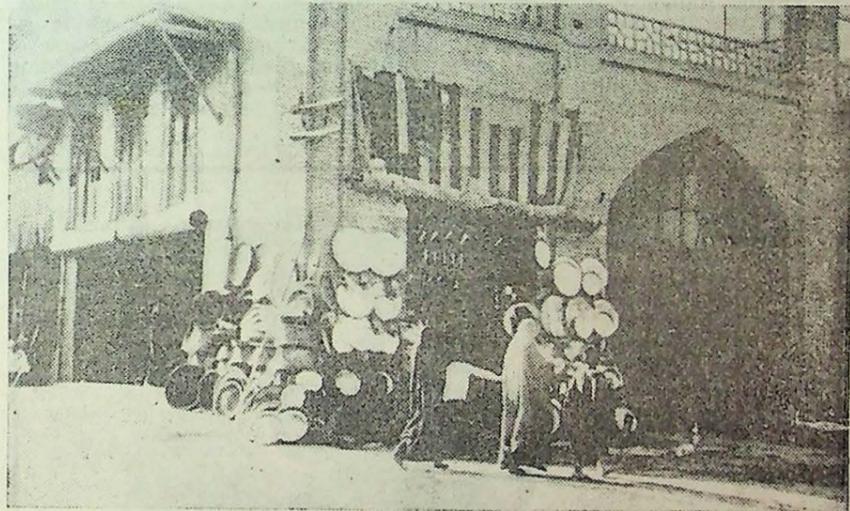
hommes du régime chargés d'intercepter le moindre article susceptible de déplaire au gouvernement ! Des bulletins clandestins circulent mais peuvent valoir trois ans de prison à leur possesseur. Les intellectuels sont tenus à la prudence : le professeur trop hardi est exilé rapidement dans un poste du sud, sans chance de retour avant longtemps. Seuls peuvent accéder au Parlement des députés favorables au régime et, dans ces conditions, la « monarchie constitutionnelle » ne sert qu'à tromper le tuteur américain, qui ne demande d'ailleurs que ça !

## Propagande gouvernementale omniprésente

La propagande gouvernementale est omniprésente, à la télévision, à la radio, dans les vitrines. On annonce à tout instant de mirifiques projets. Les opposants sont taxés par le shah lui-même de « ambitieux dangereux ». De multiples fêtes sont l'occasion de manifestations loyalistes grossièrement télévisées : à Chiraz, j'ai vu de pauvres hères commémorer bruyamment, sur la grande avenue, le renversement de Mossadegh ; d'après les spectateurs, ils gagnaient pour cela de trois à quatre « tumans », indemnité d'usage.

Après l'attentat du Palais de Marble, au cours duquel un jeune soldat de la garde tenta d'abattre le shah, il devint évident que la popularité du régime se limitait aux seuls privilégiés. Six partis créèrent alors un Front national, allant des socialistes aux milieux nationalistes les plus religieux (le P.C. en restait exclu ; divisé en quatre tendances antagonistes, il ne semble d'ailleurs pas jouer un rôle important). Le gouvernement s'est empressé de dénoncer cette alliance un peu disparate et veut faire croire que l'opposition des milieux musulmans est due à sa réforme agraire. Il semble désormais sur la défensive et c'est ce qui explique son acharnement actuel à l'égard de tout opposant.

Pourtant, la tâche de l'opposition sera rude, car elle ne peut compter que sur ses seules forces. En effet, après s'être longtemps disputé le contrôle du pays (il y eut même, en 1945, une république soviétique d'Azerbaïdjan autour de Tabriz), Russes et Américains semblent tombés d'accord désormais pour maintenir le *statu quo* en Iran. L'accueil réservé au shah



L'artisanat traditionnel est prédominant.

échange des terres réellement confisquées, ils ont reçu des parts du capital... des sociétés nationalisées !

Aussi, en dépit des efforts remarquables de quelques écoles d'ingénieurs agronomes, l'agriculture reste-elle médiocre, tandis que la faim sévit toujours à la campagne. Pourtant, les pluies tombent en abondance sur le Zagros en hiver ; mais l'absence de barrages laisse fuir vers la mer cette richesse (d'un deux, toutefois, vient d'être terminé sur le Dez). Ce sont les rives de la Caspienne, étonnant grenier à riz, si semblables aux deltas d'Extrême-Orient, qui doivent à elles seules nourrir les deux tiers de la population. Là, du moins, la famine a disparu.

L'industrie reste embryonnaire ; elle occupe 5 % de la population active et souffre des importations massives qui freinent bien souvent son développement. Quelques cimenteries, des industries textiles principalement, autour d'Ispahan, des manufactures de tapis appartenant parfois à l'Etat. Les syndicats existent et, semble-t-il, défendent correctement leurs adhérents, sans se hasarder toutefois sur le plan politique. L'ouvrier a, relativement, un sort enviable, dans ce pays où le revenu annuel individuel, compte tenu des fortunes scandaleuses de quelques-uns, est de quatre-vingts dollars. Vers l'est, le paysan ne dispose guère de plus de vingt dollars par an.

Pourtant, le pays est riche. Le sous-sol referme en abondance fer, cuivre,

iranienne du pétrole, le Sénat en marbre importé (que l'on s'amuse à retrouver dans les villas de quelques sénateurs bien connus !)

A côté, dans la rue, c'est le lamentable spectacle des mendiants, qui annoncent déjà les foules faméliques de l'Inde. L'exode rural qui s'accélère, jette vers les villes des familles démunies qui s'entassent dans des quartiers sordides. Je n'oublierai jamais, à Kermanshah, cette fillette mendiant sur le trottoir le matin, un bébé dans les bras ; le soir, elle était toujours là, au milieu de l'indifférence ; je réussis à savoir que la mère était à l'hôpital ; personne ne se souciait des deux enfants affamés.

Police et armée absorbent 60 % du budget. Mais il est courant d'entendre dire que le shah et sa famille sont aussi parmi les plus gourmands. On parle volontiers des fonds impériaux déposés dans les banques américaines et suisses, 400 millions de dollars, dit-on.

Tel est l'Iran, si différent de ce que l'on veut bien en dire habituellement. Les socialistes y luttent dans des conditions qui rappellent l'Amérique du Sud : grandes familles et militaires au pouvoir, au service de l'impérialisme occidental. Leur meilleur allié est le silence qui enveloppe ce pays. Aussi, notre devoir est-il de démystifier l'opinion. C'est ainsi que nous apporterons une aide efficace aux socialistes qui préparent le renversement de la dictature.

Christian MELET.

## LIVRES POLITIQUES

## La Muse gaulliste

Depuis 1958, on ne compte plus les livres consacrés à de Gaulle et au gaullisme. Ouvrages sur la vie du « Guide » ou tel ou tel aspect de sa carrière, ouvrages apologétiques et pamphlets antigauillistes, plus rarement ouvrages analysant le régime actuel, n'ont cessé de fleurir en librairie.

« De Gaulle I<sup>er</sup> ou la Révolution manquée », de Philippe Tesson, dont notre ami Claude Glayman a rendu compte dans ces colonnes (1) traitait du premier règne gaulliste au début de la IV<sup>e</sup> République, alors que le livre de Serge Mallet, « Le Gaullisme et la gauche », s'efforce de dégager les tendances profondes de la V<sup>e</sup> République, dont la compréhension est nécessaire au succès du combat mené par l'opposition socialiste.

C'est qu'en effet il faut aller aller au fond des choses. Un propos d'André Philip débarquant à Londres pendant la guerre et cité dans le « De Gaulle » de Jean Lacouture vaut d'être médité : « Mon général, sitôt la guerre gagnée, je me séparerai de vous. Vous vous battez pour restaurer la grandeur nationale. Moi, pour bâtir une Europe socialiste et démocratique... » Pourquoi de Gaulle, qui s'était opposé, après la Libération, à beaucoup d'anciens résistants et qui avait quitté le pouvoir, a-t-il été « restauré » ? Pourquoi la France est-elle encore « gaulliste » et non pas socialiste, en dépit des aspects anachroniques d'une certaine conception de la « grandeur nationale » ? C'est à ces questions que le livre de Serge Mallet nous aide à répondre.

## Le gaullisme et la gauche, de Serge Mallet (2)

C'est précisément cette histoire de dupes que Serge Mallet nous permet de comprendre en soulignant que, contrairement à ce que croyaient les ralliés de la IV<sup>e</sup> République, le gaullisme n'est pas un phénomène occidental. Ce n'est pas non plus le fascisme que nous redoutions en 1958. Le gaullisme, selon la thèse de notre camarade, est la superstructure politique du « capitalisme d'organisation » — formule qu'il préfère à néo-capitalisme — système qui se caractérise par « un compromis permanent » entre les tendances à la socialisation et la loi du profit, système dont « la composante inéluctable » est le « conflit entre secteur privé et secteur d'Etat ».

Voilà qui nous éloigne, nous dirait-on, des événements de 1958. Pas tant que cela, car si le vieux régime parlementaire, soumis à tous les groupes de pression, ne s'est pas défendu, c'est qu'il était profondément impopulaire. Ses représentants les plus opportunistes en avaient conscience, mais il se trompaient lorsqu'ils voyaient dans l'appel à de

Gaulle un expédient comme un autre.

« Guy Mollet — écrit Serge Mallet — avait, certes, raison contre ses adversaires quand il considérait de Gaulle comme l'homme qui réglerait le problème algérien en dépit des révoltes de l'armée ; il avait tort de penser qu'il ne s'agirait que d'une étape provisoire. »

C'est la prise de conscience du « baroud d'honneur » mené en 1958 par la gauche qui a conduit l'auteur de ce livre à rompre avec le parti communiste — dont il n'était plus, à vrai dire, qu'un « membre honoraire » — et à s'interroger longuement sur les causes de notre défaite.

Les lecteurs des « Temps modernes », d'« Esprit », de « France Observateur » retrouveront dans ce livre les analyses qu'ils ont pu lire ces dernières années sous la plume de notre ami, analyses dont la rigueur n'exclut pas la polémique — conforme d'ailleurs à la tradition marxiste — et servie chez Mallet par une verve populaire, voire méridionale.

On peut penser que cet ouvrage aurait gagné à être allégé quelque peu, mais on doit reconnaître que les articles reproduits dans « Le Gaullisme et la gauche » témoignent souvent de la lucidité de l'auteur qui s'est toujours efforcé de considérer l'événement avec le recul nécessaire d'un homme de pensée doublé d'un homme d'action.

L'article publié en 1958 dans « Les Temps modernes » et par quoi commence le livre est un modèle du genre : « Le lundi qui suivit l'investiture (de de Gaulle), de nombreux militants d'extrême-gauche ne se présentèrent pas sans appréhension à leur kiosque habituel. Malgré le romantisme « baroud d'honneur » de l'après-midi, le « fascisme était passé ». Mais leur journal se trouvait à sa place normale. Quelques jours durant, ils s'inquiétèrent encore et la veille du 18 juin ils eurent quelques doutes ; depuis, ils préparent leurs vacances... »

On trouve ensuite, dans cet article, une définition des contradictions du camp gaulliste, « contradictions entre les intérêts coloniaux des « ultras »



Serge Mallet : « Le dernier des marxistes ? »

et ceux du grand capital financier » — qui laissent à penser que les hommes d'Alger seront perdants — et une évocation de « la nouvelle classe ouvrière » (3) qui se détourne « des préoccupations révolutionnaires classiques » sans abandonner pour autant « la conscience de classe ».

Plus loin, Mallet fait le procès des alliances contre nature auxquelles rêvent les partis traditionnels (ce qui était une façon de prévoir le « cartel des non ») et souligne la nécessité de formuler « un programme de transition vers le socialisme » pour combattre efficacement le gaullisme.

L'auteur se prononce également pour un « réformisme révolutionnaire » basé sur les réformes de structure et avance l'idée du contre-plan en parlant de « plan économique d'ensemble de caractère sélectif ».

En somme, dès 1958, Serge Mallet esquissait les thèses qui font l'originalité, la raison d'être de notre parti.

D'un point de vue plus subjectif, on remarquera qu'il y a deux hommes en Serge Mallet : d'une part, le marxiste « orthodoxe » qui pourfend Raymond Aron, qualifié de « dernier des libéraux » pour son attachement à la démocratie parlementaire et, d'autre part, le « révisionniste » impénitent qui provoque le scandale en renversant les tabous de la vieille gauche.

Quoi de plus orthodoxe, en vérité, que cette référence au vieux Plekhanov pour illustrer le cas de Gaulle : « Les personnages influents peuvent, grâce aux particularités de leur esprit et de leur caractère, modifier la physionomie particulière des événements et certaines de leurs conséquences partielles, mais ils ne peuvent en changer l'orientation générale, laquelle est déterminée par d'autres forces » (4) ?

Mallet n'est-il pas lui-même le « dernier des marxistes » lorsqu'il affirme en toute occasion le primat de l'économique, au risque d'oublier les enseignements du matérialisme dialectique ? Par exemple, si de Gaulle a été contraint de faire la paix en Algérie, ce n'est pas seulement parce que c'était l'intérêt du capital financier, c'est parce que la prolongation du conflit compromettrait sa liberté de mouvement sur le plan international (ou du moins l'idée qu'il s'en fait) et risquait même d'aboutir à la destruction de son régime dans le feu de la guerre civile.

Il est vrai que Mallet est beaucoup plus convaincant lorsqu'il analyse — à propos d'un dialogue entre Pompidou et un certain nombre de capitalistes organisé par la revue « Entreprise » — le caractère de conservatisme éclairé que revêt le gaullisme : « La phase ascendante du gaullisme, dans lequel l'Etat accouche, « aux forceps », de l'adaptation des capitalistes au progrès technique, est en passe d'être achevée. L'heure est à la stabilisation, c'est-à-dire à l'aménagement, dans le cadre capitaliste, des mécanismes socialistes que les nécessités de l'expansion ont contraint d'appliquer. Pompidou est l'homme rassurant de cette politique ; à l'U.N.R. privée de doctrine et, un jour ou l'autre, de chef, il substituera un grand parti conservateur moderne, celui des gros, des moyens et des petits nantis de l'expansion à qui il faudra faire une petite place. »

C'est à ce défi qui, pour n'être pas spectaculaire, n'en est pas moins réel, que la gauche est confrontée, beaucoup plus qu'avec un pouvoir personnel qui passera sans doute avec son incarnation actuelle.

Et ceux des syndicalistes qui répugnent à l'engagement politique à l'heure du néo-capitalisme feraient bien de se rappeler cette remarque que Pompidou a faite devant les chefs d'entreprise pour balayer de vaines nostalgies : à savoir que l'Etat est devenu « le premier industriel, le premier banquier et le premier client du pays ».

Aussi bien, Mallet avait tout à fait raison de considérer le P.S.U. comme « l'expression de ces forces nouvelles qui apparaissent à l'intérieur des syndicats, des organisations sociales et locales » et d'affirmer qu'« en lieu et place de la liaison parti-syndicat du type social-démocrate traditionnel qui limite le syndicalisme à une plateforme strictement revendicative et le parti à l'agitation électoraliste, ou de la célèbre « courroie de transmission » léniniste, formule inadaptable à une société industrielle évoluée, il se voulait un noyau de réflexion et d'action commune regroupant les éléments des forces syndicales et sociales représentant aussi bien la classe ouvrière, les techniciens, les intellectuels, les paysans ».

Tous ceux qui croient à la nécessité de rénover la gauche doivent lire l'ouvrage de notre camarade.

Maurice Combes.

(1) Voir « Tribune Socialiste » du 25 décembre 1965.

(2) Edit. du Seuil : Collection L'Histoire immédiate.

(3) Voir à ce sujet « La Nouvelle Classe ouvrière », de Serge Mallet (Edit. du Seuil).

(4) Cf. Georges Plekhanov : « Le Rôle de l'individu dans l'histoire » (Edit. Sociales).

## VIENT DE PARAITRE

● Louis Saurel : « La guerre d'Indochine ». — Editions Rouff, 191 pages, 5 F.

Petit mémento sur la première guerre d'Indochine, celle que mena la France. Ce n'est pas le « grand ouvrage » sur la question, mais la lecture du Saurel sera appréciée par ceux qui ignorent ce qui a précédé l'affrontement actuel.

● Henri Durand : « L'abondance à crédit ». — Editions du Seuil, collection Société, 126 pages, 4,50 F.

Onzième volume de l'excellente encyclopédie pratique dirigée par R. Fossaert, résumé en un style vif et aisé les principales données de l'une des composantes de la société de consommation de masse. Le revers du crédit, c'est la « mort d'un commis voyageur ». Dès lors on s'interroge, notre société est-elle stable et humaine ?

● Aimé Césaire : « Une saison au Congo ». — Editions du Seuil, 127 pages, 7,50 F.

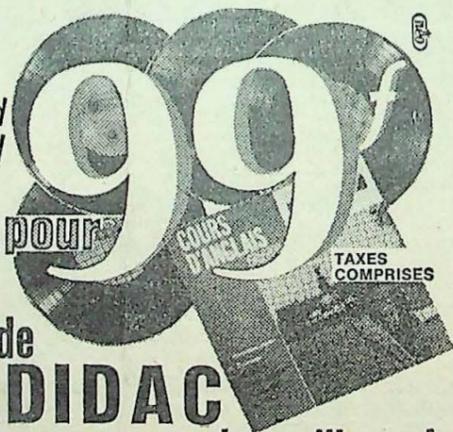
Patrice Lumumba est le héros de la pièce de Césaire au titre si rimbaldien. Lumumba fut homme politique, mais il fut également poète, il fut homme tout court. Comme Shakespeare dont il a la poigne verbale, A. Césaire met en scène nos grands contemporains. Ceux qui comptent et compteront par l'auteur de la « Tragédie du Roi Christophe ».

● Jacques Arnault : « Du colonialisme au socialisme ». — Editions Sociales, 309 pages, 18 F.

Entre le moment où J. Arnault a commencé son ouvrage et le moment où il l'a terminé, deux des six chefs d'Etat qu'il a interviewés sont tombés. L'un des six pays qu'il a analysés est bombardé quotidiennement par l'aviation U.S. L'une des capitales où il s'est rendu a rompu avec Pékin, etc. Bref, on aura compris que J. Arnault, directeur de la revue communiste « La Nouvelle Critique » a entrepris un travail malaisé sur un monde en constante transformation. L'approche de J. Arnault comptera.

APPRENEZ

l'anglais  
l'allemand  
l'espagnol  
l'italien  
le russe



avec la méthode  
**SUPRADIDAC**  
la moins chère parce que la meilleure!

Son origine : La méthode Supradidac publiée d'abord aux Etats-Unis sous le nom de *Living Language Course* s'est rapidement imposée dans le monde entier grâce à une série d'innovations sensationnelles. C'est parce qu'elle s'est révélée la plus efficace (plus d'un million d'ex. vendus) qu'on a pu la fabriquer à l'échelle mondiale, et l'offrir au prix stupéfiant de 99 F ou 3 mensualités de 33 F

Elle se compose de 4 disques micro-sillons, haute fidélité, et d'un manuel comportant tous les textes des disques et leur traduction en français.

Son efficacité : elle vous permet de vous débrouiller en quelques semaines dans la langue choisie puis de la parler très correctement. Comment ? En vous enseignant d'abord un vocabulaire de base, les mots dont tout le monde se sert. Même sélection pour la grammaire : d'abord les règles essentielles, celles qui vous évitent de parler « petit nègre ». Et surtout votre prononciation sera tout de suite correcte grâce à une idée sensationnelle dans sa simplicité (l'œuf de Colomb) : le professeur prononce un mot et fait une pause pour que vous répétiez immédiatement après lui. Les anciens

nes méthodes par disques vous disaient : « Ecoutez », celle-ci : « Ecoutez et répétez », ce qui est autrement plus efficace et qui en fait, pour la prononciation, le complément indispensable de l'enseignement scolaire. Comment apprécier par vous-même l'intérêt de la méthode ? Il suffit que vous possédiez ou que vous empruntiez un électrophone. La Librairie PILOTE vous offre

un essai gratuit

Au reçu du bon ci-dessous, elle vous enverra gratuitement une brochure illustrée de 76 pages et un disque micro-sillon qui comportera, à titre d'échantillon sur une face, plusieurs leçons dans la langue que vous aurez indiquée sur le bon.

Essayez la méthode. Vous n'aurez rien à payer si vous en restez là, mais nous sommes persuadés que, si vous avez sérieusement l'intention d'apprendre la langue indiquée, vous nous commanderez le manuel et les 4 disques. Vous serez en effet vite convaincu que la méthode Supradidac est incomparable. Mais hâtez-vous car le nombre de disques-échantillons est très limité et nous sommes obligés de servir les demandes par ordre de réception.

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 22, rue de Grenelle Paris (7<sup>e</sup>) Tél. LIT. 63-79

Veuillez m'adresser gratuitement le disque-échantillon en... (indiquer ici la langue) et votre brochure Supradidac. Je m'engage à vous les renvoyer à vos frais dans les 8 jours et n'aurai rien à payer si je ne passe pas commande d'une méthode.

Nom ..... Prof. ....

Adresse .....

..... Tél. : .....

Signature : T.S. 3-4

## THÉÂTRE

## Jehanne-Vérité



Colette Renard : Jehanne et Michel Ferrand : Jean de Luxembourg.

Le choix du cirque Médrano, donc d'une scène circulaire, la mobilité relative du plateau, les chevaux de cirque, les plans fixes sur les écrans répartis tout autour de la piste, tous ces éléments justifient la recherche que les auteurs de « Jehanne-Vérité » (Raymond Legrand pour le texte, Louis Daquin pour la mise en scène, Serge Mendjinski pour les costumes et décors) nous disent avoir fait pour réaliser un nouvel essai d'art total (le mot est fourre-tout, mais c'est le seul aujourd'hui qui signifie expression simultanée des différentes formes artistiques). Il me semble important d'écrire cela au départ pour bien signifier que ce spectacle ne doit pas être vu comme une pièce habituelle. Après avoir vu « Jehanne-Vérité » lors de la générale et de nouveau trois jours après, j'ai pu constater que de nombreuses coupures tendent le rythme du spectacle par rapport aux premières représentations qui, certes, manquaient d'une certaine

mise au point. Pourquoi, comme l'ont fait de nombreux confrères, chercher l'Histoire ici ? Le propos de Raymond Legrand est autre : les différents éléments scéniques confirment la truculence d'un texte un peu lourd par moments mais rattrapé par des anachronismes bienvenus. D'ailleurs, quelle Histoire ? Y a-t-il une Vérité avec Jeanne ? La pucelle est plutôt le type même de personnage constamment réincarnable. On regrette presque que Raymond Legrand ne soit pas allé plus loin dans sa voie.

La distribution comprend Colette Renard dans un rôle visiblement fait sur mesure : les deux chansons de Jehanne (un peu mal amenées) nous rappellent la beauté de la voix de leur interprète. Du plus petit au plus grand rôle, les hommes sont tous très en place et surtout Michel Ferrand (Luxembourg) et Gérard Davieu (Lahire).

Paul Sauzet.

## Merci Pierre Corneille !

A la veille du *Cid*, Pierre Corneille présente *L'illusion comique*. Nous sommes en 1636. Surprenante pièce, baroque, moderniste ! Il y avait chez Corneille un sens de l'humour, une inspiration souveraine qui le poussaient au mélange des genres qui se sont un peu fondus dans l'héroïsme ultérieur. Le reste, la suite de Corneille sont souvent très grands, mais on doit regretter que la liberté théâtrale en roue libre telle qu'elle éclate dans *L'illusion* ait quelque peu disparu, dévorée par la machine tragique et plus politique des chefs-d'œuvre les plus illustres...

*L'illusion*, c'est l'ébahissement saugrenu d'un père qui, s'imaginant avoir perdu son fils, s'imaginerait plus rien lorsque les aventures rocambolesques de son héritier se déroulent sous son nez, au fond d'une lunette magique... le théâtre. Thème pirandellien avant la lettre, a-t-on dit, et cela ne manque pas d'exactitude, car la vie représentée sur scène se confond avec la vie tout court. La beauté déjà naissante du vers cornélien confère à la fiction son sceau de vitalité, et il est bien évident que nous ne nous intéressons bientôt plus qu'à cette représentation de l'imagination ! Que penser du « made in T.N.P. » ? Trois constatations me paraissent s'imposer : une série de contresens un académisme qui tend à devenir insupportable, mais également quelques très beaux moments que l'on doit à des acteurs de classe et à des étincelles de mise en scène, de décors, d'instant qui froient le sublime.

● Contresens, car si la représentation des frasques de Clindor (le fils) se doit de dégager une problématique du théâtre, il est nécessaire que ces aventures ne soient plus du domaine du clin d'œil, de ce music-hall de scène avec lequel se confond souvent le T.N.P. Un exemple : le meurtre de Clindor doit être hautement dramatique, il doit être vrai, sinon on ne comprendrait pas que Pridamant (le père) se laisse hypnotiser par ce à quoi il assiste. Au lieu de

cela, le T.N.P. nous propose une mort de Grand-Guignol avec œillades complètes du côté du public. Rappelez-vous Pierre Brasseur, le Frédéric Lemaître des *Enfants du Paradis*, ou bien les démarrages fulgurants de Pirandello, Victor Lanoux (Clindor) l'a bien saisi en jouant pour de bon. Mais le reste de la troupe n'est pas en accord comme si l'idée directrice n'avait pas été suivie, voire comprise. Ce hiatus n'est-il pas dû à une certaine routine, à un certain académisme dont le T.N.P. a beaucoup souffert et dont il essaye indiscutablement de se dégager ?

● Académisme. Sinon, comment nommer la lamentable déambulation du père (Lucien Raimbourg) et du magicien ?... Sinon, comment nommer cette chansonnette poussée de la carrière lors de la fuite de Clindor ?... Il ne suffit pas de dégager le dispositif scénique, de faire claquer des répliques sur fond noir et dans l'air purifié pour insuffler la vie à une pièce aussi demi-teinte que *L'illusion*. Un exemple : la musique de Georges Delerue. Ne serait-ce pas temps d'exiger un peu plus d'invention, un peu plus de contribution dramatique que ces coups de trompette désuets et vides qui résonnent dans le grand four de Chaillot, que ce clavecin qu'on tire comme une sonnette, que cette espagnole du plus mauvais goût qui accompagne des vers d'une si forte splendeur ?... Il faudra un jour repenser de ce maniérisme auquel, malheureusement, le public est souvent sensible... Et cela d'autant plus qu'à plusieurs reprises, l'on quitte ces rivages plaqués pour toucher à une beauté admirable.

● Trois acteurs sont les artisans de cette flamme. Victor Lanoux (que nous avons vu dans *La vieille dame indigne*, le film de René Allio), physique de jeune premier et de valet, l'ironie et la clameur du langage dramatique, une aisance, une tonalité dans toutes les directions. Un tempérament qui fera du chemin. Loleh

Bellon, en Isabelle, prouve que nous tenons en elle l'une des grandes tragédiennes de ce temps. Parfois, peut-être, plie-t-elle un peu son personnage (Isabelle) à l'impulsion de l'actrice qu'elle figure dans tous les rôles qu'elle joue. Mais sa diction lente, équilibrée, dominée, mate, émouvante, fait l'une de ces voix dont on se ravit sans cesse. Vivement qu'on lui confie du Racine ! Enfin, Françoise Le Bail, dans Lyse, m'a transporté. Rôle cornélien, sans doute, mais qu'elle habite avec la fougue des Chi-

mène et des Elvire de demain, plus populaire, amour blessé, coquetterie, combinaisons et rouerie qui traduisent les élans du cœur, les cris, l'émotion, le rire, la santé, le brillant de la vérité ! Allez voir et écoutez Françoise Le Bail : par elle, Corneille ressuscite. Merci, Pierre Corneille, merci, Françoise Le Bail, au plaisir de vous revoir bientôt !

Claude Glayman.

*L'illusion comique*, comédie de Pierre Corneille mise en scène de Georges Wilson, au T.N.P., Palais de Chaillot.

## CINEMA

## Tempête sur l'Asie de Poudovkine

Le cinéma *La Pagode*, se mettant à l'heure asiatique, nous diffuse deux films, mêlés de soupirs et de rires, imprégnés de douleur et de douceur, de ce qu'est ce Sud-Est asiatique, capitale de la douleur.

*Tempête sur l'Asie* est au cinéma ce qu'Eluard est à la poésie.

Je ne pense pas qu'il faille décrire ce chef-d'œuvre, d'ailleurs nul mot n'y suffirait, et, comme le disait Ivens, l'écoutez pas, mais regardez...

En effet, Poudovkine, par l'écho de sa caméra, nous transporte dans un univers d'arpres inoubliables, qu'ils soient solitaires, accouplés ou même six dans un contexte de cinq ; ils nous apparaissent toujours dans un cadre tel que nous aurions presque envie de crier au machiniste de s'attarder un peu plus longtemps sur ces images, oh combien paisibles !

Le film ne retrace évidemment pas que les steppes sauvages de l'Asie, mais l'image confondue de la lutte d'un peuple innocent face à la démente de l'impérialisme anglais.

Ce film, au travers duquel évolue un homme dont l'injustice a favorisé l'implantation dans le « camp rouge », montre avec sensibilité l'amitié qui règne chez tout peuple colonisé.

En excluant tout symbole de ven-

geance, cette main blanche, maculée de sang, tendue à l'unisson, répercutée en nous un frisson mêlé de sorge amer.

Cette femme, allaitant son enfant, fait vivre chez ce peuple combatif un court instant de paix profonde, écartant de leurs yeux cette perpétuelle douleur, en laissant entrevoir une lueur d'espoir.

Deux sentiments différents, mais oh combien émouvants de deux êtres, dont l'un devra tuer l'autre — toujours associé à ces deux frères arbres —, puis le retour de ce soldat anglais qui, après avoir achevé cet homme, marche dans « cette flaque d'eau » qu'il avait volontairement évitée quelques instants auparavant.

Peut-être en commémoration... Puis cette course effrénée lorsqu'on lui annonce qu'il faut ramener cet homme...

Et ce sera les multiples souffrances d'un homme conditionné, d'un homme dont on attend tout, mais que l'on hait, lui et son peuple.

Je ne peux oublier avec quelle force les yeux de cet homme dénonçaient l'injustice.

Les yeux ne suffirent plus et la mort d'un de ses compatriotes entraînera la tempête sur l'Asie.

## Le Ciel et la Terre de Joris Ivens

Tourné en février 1965, *Le Ciel et la Terre*, de Joris Ivens, a pour but de dénoncer l'impérialisme américain.

Ivens déclare, au cours de son film : « J'ai connu bien des situations, mais, dans aucune, il n'y avait cette différence Ciel-Terre. »

Le courage de ce peuple, dont vingt-cinq ans de guerre, a malgré tout réussi à conserver cet éternel espoir, est assez héroïque, surtout lorsqu'on pense que cette jeune génération ne sait encore pas ce qu'est la paix. Pas un Vietnamien sur dix n'a vu son père mourir ou sa mère torturée. Ces phrases que nous dicte Ivens sont gravées à jamais dans notre mémoire.

De même que ce bol de riz journalier dont ce soldat vietnamien est astreint ne peut dénoncer que ce monde absurde dans lequel nous som-

mes contraints de vivre.

Nous sourions, mais d'un sourire encore imprégné de larmes, lorsque Ho Chi-minh, faisant état des victimes prises par les pièges que dressent les Vietnamiens, les renards, compare ceux-ci aux Américains. Les Américains, déclare-t-il, ont, comme les renards, les pattes de derrière prises au piège, et plus ils essaient de se dégager, plus ils s'enfoncent.

Comme dans tous les films d'Ivens, le côté poétique se dégage par un sourire d'enfant ou par cette déclaration d'un étudiant : « Les Américains auront beau survoler le Vietnam en des millièmes de secondes, ils n'y parviendront jamais assez vite, car nous, nous sommes chez nous. Nous sommes déjà là... »

D. F.

## MUSIQUE

## Bach : concertos pour violons

En composant ses *Concertos pour violon*, Bach a su, tout en s'inspirant de Vivaldi, s'affranchir de son modèle et l'étoffer. Le résultat nous donne six concertos pour le violon dont deux furent perdus ; quatre nous sont parvenus et trois sont des chefs-d'œuvre tout en n'étant pas des œuvres majeures. L'œuvre majeure dans le genre : les *Concertos brandebourgeois*. C'est que Bach, dans ces œuvres, vise à la beauté pure, à la perfection de l'écriture. Bach n'est pas un créateur, il n'invente aucune forme nouvelle, mais il porte à leur apogée toutes celles qu'il touche.

On remarquera, dans le *Concerto en mi*, le thème décidé du premier mouvement, la poignante méditation du violon sur un « ostinato » du deuxième mouvement. L'écriture en valeurs égales (rondo) du dernier mouvement.

Il faudra remarquer, dans le *Concerto pour deux violons*, la sensibilité du deuxième mouvement, qui est traité en canon, ainsi que les traits fusants, avec cadence, du troisième mouvement.

A propos de ce *Concerto*, une interprétation vient tout de suite en mémoire, celle de G. Enesco et Menuhin, le maître et l'élève (quel élève !) ; cette version est naturellement dépassée du point de vue fidélité, mais elle reste, pour l'interprétation, une version référence.

Szering, dont l'éloge n'est plus à faire, et Rybar se situent très bien dans la compétition actuelle. Je les place après la version Menuhin-Ferras et avant la famille Oistrakh, le fils ayant encore besoin, comme dit Goléa, de « demander à son papa ».

Pour les deux autres *Concertos*, Szering seul fait, dans les mouvements lents, jeu égal avec les meilleurs et même... il a une sonorité magnifique et sait en user sans en abuser.

Bonne gravure sans bruits de surface, fidélité sans excès, ce qui est une grande qualité. Szering dirige bien l'orchestre en même temps qu'il assume son rôle de soliste. Je conseille de l'acheter.

« Philips, collection « Trésors classiques » : Prix convenable.

A propos de prix, « Philips » vient de décider une diminution de 25 % sur le prix des disques « variétés » ; les autres marques seront obligées, à brève échéance, de suivre le mouvement. Il serait scandaleux que cette mesure ne soit pas appliquée à la musique classique qui, si elle coûte plus cher, permet de nombreux chassés-croisés d'une collection à une autre et, en fait, son prix de revient n'est pas supérieur dans de nombreux cas.

Pierre Bourgeois.

# L'épiscopat français face au capitalisme

**O**n a remarqué, au cours des récents conflits de la construction navale, la présence à Port-de-Bouc de Mgr de Provenchère, archevêque d'Aix, haranguant les grévistes aux côtés du maire communiste et la participation de son collègue, Mgr Barthes, à la marche des anciens de La Seyne à Toulon.

En fait, cette attitude n'est pas nouvelle. Il y a déjà assez longtemps que le clergé prend fait et cause pour les travailleurs au cours des grèves, quitte à se faire taxer d'ignorance des réalités économiques ou de démagogie par les pouvoirs publics de la bourgeoisie catholique.

Cette fois, c'est l'épiscopat français dans son ensemble qui prend position sur la situation économique et sociale dans un document qui fait un certain bruit.

## Les fondements du capitalisme

Il est vrai que d'emblée les évêques entrent dans le vif du sujet : « Des événements douloureux : fermetures d'entreprises, conversions, licenciements, crises aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture et le commerce, ont attiré l'attention, ces dernières années, sur la situation difficile de l'emploi pour un certain nombre de travailleurs. »

Et ils ajoutent : « Ces faits ne sont pas liés seulement à des difficultés passagères dont semble sortir aujourd'hui l'économie française, mais plus profondément à une mutation radicale de notre civilisation. De fait, ils peuvent aller encore en se multipliant. »

A la fin de l'introduction du document épiscopal, on trouve cette petite phrase qui ne pouvait manquer de susciter des controverses : « Ces réflexions, il est à peine besoin de le dire, n'entendent pas consacrer le régime économique qui est actuellement le nôtre. »

Et « La France catholique », organe de la droite bien-pensante, de commenter : « Elles ne le consacrent pas, elles ne le condamnent pas non plus en soi ». Au contraire, « Le Monde » titrait : « L'épiscopat français remet en cause les fondements du capitalisme », tout en remarquant dans son compte rendu que les termes de capitalisme et de socialisme ne figuraient pas dans le document épiscopal.

Intéressante est la critique faite dans « la Nation », l'organe confidentiel de l'U.N.R., sous la plume de M. Jacques de Montalais : « Sur le fond, on ne peut qu'approuver les déclarations que le Conseil permanent de l'épiscopat français vient de publier sur les questions économiques et sociales. Il condamne en effet, sans les nommer, non pas ce capital qui a apporté un bien-être si nouveau à tant d'hommes dans la plus totale liberté, mais ses lacunes et ses abus. Il condamne plus clairement, on pouvait s'y attendre, le socialisme, puisqu'il désapprouve que l'Etat puisse orienter seul la croissance économique, comme c'est évidemment le cas dans les pays socialistes... »

Cette optique n'empêche pas l'auteur de l'article d'accuser plus loin les évêques de... relative ignorance.

En fait, ce serait méconnaître la prudence de l'Eglise de d'ignorer que les évêques n'ont pris position qu'après consultation de syndicalistes ouvriers et de patrons en prise sur les réalités économiques et sociales.

Cependant, qu'en est-il sur le fond ?

## Croissance économique et développement humain

Le document épiscopal souligne la réalité de l'expansion économique au cours des dernières décades mais indique que « trop souvent les travailleurs doivent payer plus lourdement que d'autres catégories sociales le prix de cette croissance ».

Et les faits cités à l'appui de cette affirmation sont bien ceux qui se déroulent sous nos yeux : « Il n'est pas rare que l'accroissement de la production se traduise par des horaires de travail préjudiciables à la vie familiale et par des cadences nuisibles à l'équilibre nerveux. La concentration, la mécanisation et l'automatisation entraînent des réductions d'emploi avec leurs multiples conséquences : chômage local, reconversions d'emploi

obligatoires, difficultés de reclassement à partir d'un certain âge, déracinements fréquents posant des problèmes humains douloureux. Dans les entreprises et les exploitations marginales, ou en voie de devenir, employeurs et employés se trouvent parfois en tragique situation d'insécurité. C'est fréquemment le cas dans l'agriculture, le petit commerce et l'artisanat... »

Ce faisant, le document épiscopal est amené à formuler la critique essentielle que l'on peut adresser au capitalisme moderne. En effet, on ne peut plus reprendre contre ce dernier les critiques des socialistes d'il y a un demi-siècle ; le capitalisme a montré qu'il pouvait réaliser l'abondance — sinon à l'échelle de la planète, du moins dans certains pays — et qu'il n'aboutissait pas nécessairement à ces crises apocalyptiques que prévoyait le marxisme originel. Mais il reste que le système se traduit par un énorme gaspillage des ressources matérielles et humaines, en raison des profondes inégalités sociales sur lesquelles il repose.

A partir de cette constatation, un rationaliste, comme un croyant, peut être d'accord avec les évêques pour affirmer que « le sous-emploi sous toutes ses formes est un scandale ».

## « Une échelle des valeurs »

Il l'est d'abord, déclare à ce sujet le document épiscopal, « au plan des ressources naturelles inexploitées, ou pire encore, de la destruction systématique des surplus, véritable crime contre l'humanité alors que la faim sévit encore si durement. Mais avant tout au plan du sous-emploi humain, car chacun doit pouvoir mettre en œuvre toutes ses ressources d'intelligence et de caractère dans un travail efficace et productif ».

Les évêques sont ainsi amenés à préconiser, dans le domaine économique, « une échelle des valeurs et un ordre de priorité » et à dénoncer « la notion d'un profit considéré par beaucoup comme le seul régulateur de l'économie ».

Si le mot de capitalisme n'est pas prononcé, encore une fois la critique est clairement exprimée, même si elle est nuancée par l'affirmation suivante : « Au plan de l'entreprise, si le profit peut être considéré comme un stimulant, voire une contrainte nécessaire, et comme le signe d'une saine gestion, il ne saurait constituer le critère décisif de son utilité sociale. »

A l'heure où les pays de l'Est découvrent la notion de rentabilité et se rendent compte des inconvénients d'une planification centralisée, la phrase que nous venons de citer n'a rien de scandaleux. Nous sommes loin en tout cas des hymnes au profit de M. Pompidou et du C.N.P.F. !

La suite du document ne laisse pas d'ambiguïté sur ce point : « La croissance ne peut donc être laissée au libre jeu des mécanismes dits « naturels » car seuls les besoins solvables seront satisfaits et attireront hommes et capitaux, tandis que des secteurs entiers stagneront ou s'enfonceront dans la misère. »

La situation des pays en voie de développement ou même celle des régions en déclin dans les pays « évolués » montre qu'il ne s'agit pas là d'une affirmation gratuite.

Aussi bien les évêques considèrent que le développement « ne doit pas être abandonné à la discrétion d'un petit nombre d'hommes ou de groupes jouissant d'une trop grande puissance économique, ni à celle de la communauté ou à celle de quelques nations plus puissantes ».

En particulier, sur le plan national, « toute la communauté doit participer à l'élaboration de son économie, les corps intermédiaires, associations ou syndicats assurant les relais nécessaires entre les personnes et l'Etat ».

N'est-ce pas là, même si le terme n'est pas utilisé, la définition de la planification démocratique ?

## Les évêques et le socialisme

Les évêques sont-ils pour autant « socialistes » ? Nous ne leur ferons pas dire ce qu'ils n'ont pas dit, mais nous devons constater que s'ils estiment « qu'il n'appartient pas à la

seule autorité publique d'orienter la croissance économique » — ce qui est incontestablement le cas dans certains pays qui se réclament du socialisme — leurs critiques adressées à l'état de choses existant rejoignent souvent les préoccupations des partisans d'un socialisme démocratique.

L'éditorialiste U.N.R. déjà ne s'y est pas trompé. Après un coup de champagne destiné à la clientèle bien-pensante de son parti, il n'a pas tardé à laisser percer sa mauvaise humeur, notamment en ce qui concerne le problème du chômage, dont le document épiscopal déclare, non seulement qu'il « doit être inlassablement combattu », mais qu'« à plus forte raison il ne saurait être entretenu pour peser sur la légitime progression des salaires et pour assurer par là une discipline des prix ».

Alors qu'il s'agit là d'une pratique courante en régime capitaliste, M. de Montalais a pris prétexte d'une affirmation un peu sommaire de François Mitterrand au cours de la campagne électorale pour attaquer notre confrère « Témoignage chrétien » avec quelque naïveté : « ...Ce candidat à l'Elysée prétendit en effet que le V<sup>e</sup> Plan prévoit un volant de six cent mille chômeurs. C'était une totale invention, et elle fut plus d'une fois catégoriquement démentie. Mais « Témoignage chrétien » fit semblant d'y croire et il est normal que les évêques lisent « Témoignage chrétien... »

On voit le style, alors que la déclaration épiscopale se contentait d'indiquer : « D'autres moyens (que de peser sur les salaires), tenant compte de l'équilibre nécessaire dans la croissance des différents revenus et de la priorité à accorder à ceux qui sont actuellement les plus faibles, doivent être recherchés et mis en place pour assurer l'expansion dans la stabilité. »

Autant dire que cette « expansion dans la stabilité », dont se vante le régime actuel, ne doit pas être assurée à n'importe quel prix !

## « Le devoir d'investir »

Même si les moyens de cette politique ne sont pas précisés, il ne s'agit pas là d'une position démagogique. Pas plus que des considérations qui suivent sur « le devoir d'investir » concernant « les diverses collectivités et les pouvoirs publics, et même assez souvent les particuliers ».

Cependant, après avoir affirmé de façon très classique qu'investir est « l'une des formes d'exercice de la fonction sociale de la propriété privée », la déclaration épiscopale s'en prend à l'un des défauts les plus criants du capitalisme moderne : « Les abus de la publicité, avec les besoins artificiels qu'elle suscite, la recherche d'un gain immédiat à travers les formes diverses de la spéculation, spécialement en matière foncière, freinent trop souvent les investissements productifs. »

Très logiquement, les évêques sont amenés à remettre en cause le pouvoir individuel d'investir qui, dans le cadre du capitalisme, se substitue à une fonction sociale : « Quant au pouvoir d'investir, il pose de graves problèmes à la conscience. On constate trop d'investissements pour des biens et des services d'une utilité sociale douteuse, alors que les besoins primaires de tant d'hommes ne sont pas satisfaits. On constate aussi que trop peu d'investissements se tournent spontanément vers des régions menacées de se vider de toute substance. Mettant en cause la vie de tant d'hommes, le pouvoir d'investir ne peut être laissé aux décisions d'un seul. Il doit être opéré en fonction de tous les partenaires sociaux et sous le contrôle des pouvoirs publics. »

Aussi bien, la déclaration épiscopale fait un sort particulier à l'autofinancement : « Il est urgent de pousser l'étude de ce phénomène complexe et des expériences d'où peuvent se dégager des réalisations constructives. Dans sa nature, sa formation et son utilisation, l'autofinancement est au centre de droits multiples qu'il faut reconnaître, assurer et organiser avec la participation des divers intéressés. »

C'est en effet une question dont un de nos camarades a montré récemment ici toute la complexité (1).

La dernière partie du document épiscopal, consacré à « la maîtrise de la croissance », souligne que « la croissance économique que nous connaissons présente un caractère désordonné » et formule en termes généraux un certain nombre de remèdes qui conduisent naturellement à l'institution d'une planification démocratique.

Les évêques estiment qu'« à long terme, l'harmonie et la continuité de la croissance exigent une prévision qui doit être l'œuvre de tous : pouvoirs publics, régions, représentants des secteurs de l'économie nationale et des groupes sociaux au sein de la nation ».

## Participer à la gestion

C'est en premier lieu au plan de l'entreprise que les travailleurs ont le droit de participer à la gestion et de discuter de leur avenir. Ce droit leur est reconnu par les évêques qui déclarent que « sans préjudice de la nécessaire unité de direction, il faut rechercher des modalités qui permettent une participation active des travailleurs à l'élaboration comme au contrôle des décisions qui les concernent au premier chef ». Et ils ajoutent : « Souvent, ils ne sont informés que trop tardivement des mesures les atteignant dans leur vie personnelle et familiale. »

Cependant, le caractère inévitable de certaines migrations conduit l'épiscopat à proposer une politique qui assure à tous :

- des possibilités de formation professionnelle à tout âge, en garantissant ainsi aux personnes et aux familles privées de leur emploi précédent un reclassement satisfaisant et des ressources suffisantes ;

- des possibilités de logement : dans ce domaine, l'effort le plus énergique semble aujourd'hui requis afin que cesse le scandale d'une politique de logement qui interdit aux pères de famille à revenus modestes la possibilité d'avoir un toit là où ils trouvent du travail ;

- des possibilités de vie collective, enfin, grâce à un effort d'urbanisation et d'aménagement du territoire... »

Dans leur conclusion, les évêques mettent à nouveau l'accent sur les problèmes de reconversion en soulignant que « le contraste entre une économie de croissance et une détérioration de la sécurité dans et par le travail ne saurait être toléré ».

Il est vrai que cette contradiction du régime actuel se manifestera de plus en plus avec la réalisation du Marché commun et la modernisation de l'économie française dans le cadre du néo-capitalisme.

Pour le reste, les évêques s'en tiennent à des vœux avec lesquels il serait difficile d'être en désaccord. Sans doute s'agit-il là de principes généraux qui ne sont pas à proprement parler socialistes mais qui ne sont pas en contradiction avec un socialisme moderne.

## Dans la ligne de l'encyclique

Georges Montaron a d'ailleurs remarqué à ce sujet dans « Témoignage chrétien » : « C'est à nous qu'il revient de trouver les solutions techniques et d'élaborer les plans qui seront fidèles à l'esprit du texte. Ce serait du cléricalisme, le plus mauvais, si les évêques prenaient notre place d'hommes politiques ou de militants syndicalistes. »

En ce qui nous concerne, la déclaration épiscopale nous paraît être dans la ligne de l'encyclique « Mater et Magistra » de Jean XXIII, encyclique qui condamne le socialisme mais sous ses formes totalitaires (suppression des libertés fondamentales, culte de l'Etat providence), tout en soulignant la tendance à la socialisation qui caractérise les économies modernes — même capitalistes — en recommandant la collaboration entre croyants et incroyants, en prônant l'action des syndicats (même non chrétiens).

Tel qu'il est, le texte des évêques témoigne de l'évolution du monde catholique en France et nous semble devoir faciliter l'adhésion individuelle des chrétiens au socialisme.

(1) Voir « T.S. » du 12-3-1966.